

Baccalauréat 2026

RECUL HISTORIQUE DE LA FRAUDE

Page 2

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 8514 - SAMEDI 13 JUIN 2026
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

L'Algérie et les accords énergétiques

Des leviers industriels

Page 4

LÉGISLATIVES DU 2 JUILLET

L'OFFENSIVE DU TERRAIN POUR RÉVEILLER LES URNES

À l'approche du scrutin législatif, la course aux urnes s'accélère. Entre meetings populaires et actions de proximité de Tiaret à Alger, en passant par Chlef, les états-majors du RND, de Sawt Echaab et du Front El Moustakbal déploient des stratégies distinctes mais partagent un objectif crucial : convaincre un électorat distant et redynamiser la participation citoyenne par des engagements locaux concrets.

Page 3



IMPORTATIONS

Une task force pour contrôler les produits

Page 5

COUPE DU MONDE 2026

LE GRAND SABOTAGE

Page 16

FESTIVAL EUROPÉEN DE MUSIQUE EN ALGÉRIE

Quatre jours, huit groupes et mille sonorités

Page 9

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

BACCALAURÉAT 2026

RECUL HISTORIQUE DE LA FRAUDE

Alors que la correction des copies bat son plein, le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Seghir Saâdaoui, a salué le bon déroulement de la session 2026, marquée par une baisse drastique des tentatives de triche. Un résultat à mettre au crédit d'un dispositif de surveillance infaillible, qui a conduit à l'interpellation immédiate et à la poursuite en justice des rares contrevenants pris en flagrant délit de fraude technologique.

S'exprimant à l'issue de la cérémonie marquant la sortie des inspecteurs et des enseignants ayant participé à l'élaboration des sujets du baccalauréat, après plus de quarante jours d'isolement réglementaire au siège de l'Office national des examens et concours (ONEC), le ministre a souligné que cette session s'est déroulée dans un climat serein et sous un encadrement strict.

L'opération de correction des copies est actuellement en cours à travers le pays. Le premier responsable du secteur a indiqué que les résultats du baccalauréat seront publiés immédiatement après les délibérations dans les centres de correction. «Nous avons franchi la première étape de l'examen et nous entamons désormais celle de la correction», a-t-il déclaré, relevant que cette phase est souvent accompagnée de nombreuses spéculations sur les réseaux sociaux, notamment à travers la diffusion de propositions de corrigés, d'estimations de résultats ou encore de fausses informations.

Dans ce contexte, Mohamed Seghir Saâdaoui a appelé les candidats et leurs parents à ne se fier qu'aux informations publiées sur les canaux officiels du ministère de l'Éducation nationale. «Ce qui engage le ministère est uniquement ce qui est diffusé sur ses plateformes officielles», a-t-il insisté.

Le ministre a également invité les parents d'élèves à laisser les institutions concernées accomplir leur mission dans les meilleures conditions, assurant que les enseignants correcteurs effectuent leur travail conformément aux règles strictes garantissant l'objectivité et l'équité pour l'ensemble des candidats.



Se voulant rassurant, il a affirmé que «les élèves sont entre de bonnes mains», soulignant que l'ensemble des acteurs du secteur veille à préserver les intérêts des candidats et à garantir la crédibilité du système éducatif national.

Le ministre a, par ailleurs, salué l'esprit de responsabilité dont ont fait preuve les élèves, les enseignants et l'ensemble de la communauté éducative durant cette session. Selon lui, cet engagement en faveur des valeurs d'intégrité et de probité a contribué à une baisse significative des cas de fraude par rapport aux années précédentes.

«Cette session a enregistré un nombre très réduit de tentatives de fraude, toutes isolées», a-t-il indiqué, attribuant cette évolution positive aux mesures préventives, aux dispositifs technologiques de contrôle ainsi qu'au renforcement de l'organisation mis en place par le ministère.

RENFORCEMENT DES SANCTIONS ET POURSUITES JUDICIAIRES

En dépit de cette trajectoire descendante, la vigilance des services de sécurité et de l'encadrement pédagogique a permis de neutraliser plusieurs tentatives de fraude technologique dès les premières épreuves. Des cas de triche avérée, impliquant l'utilisation de micro-oreillettes connectées Bluetooth et la tentative de fuite de sujets via les réseaux sociaux juste après le début des examens, ont été interceptés dans plusieurs centres d'examen à travers le territoire national.

En application de la législation en vigueur relative à la sécurisation des examens officiels, les parquets généraux près les tribunaux compétents ont immédiatement engagé des poursuites judiciaires à l'encontre des contrevenants. Les mis en cause — des candidats ainsi que des complices extérieurs identifiés comme administrateurs de pages sur les réseaux sociaux — ont été présentés en comparution immédiate. Plusieurs condamnations à des peines de prison ferme, assorties de fortes amendes et d'une interdiction de postuler au baccalauréat pendant plusieurs années, ont déjà été prononcées, confirmant la politique de tolérance zéro de l'État face aux atteintes à la probité des examens.

Estimant que les résultats obtenus constituent un pas important dans la lutte contre la triche aux examens, Mohamed Seghir Saâdaoui a appelé les élèves, les parents et les personnels du secteur à maintenir leurs efforts afin d'éradiquer définitivement ce phénomène qui porte atteinte à la crédibilité des diplômes nationaux.

Lynda Louifi

Confiné pour le bac, il apprend la mort de son fils 21 jours après

UNE TERRIBLE tragédie secoue le secteur de l'éducation. L'inspecteur de langue arabe, M. Abdelkader Boussif, membre de la commission nationale chargée de la conception des sujets du baccalauréat, vient d'apprendre le décès de son jeune fils, survenu il y a 21 jours, alors qu'il se trouvait en confinement total pour les besoins de l'examen. Pour garantir la confidentialité des examens et éviter les fuites, la réglementation impose aux concepteurs des sujets un isolement strict. Pendant cette période, ils sont totalement coupés du monde extérieur, privés de tout moyen de communication, qu'il s'agisse de téléphone ou d'accès à internet. C'est précisément durant ce huis clos que son fils, Mohamed Esseddik Boussif, a tragiquement perdu la vie dans un grave accident de la route. Conformément au protocole de sécurité rigide de la commission, l'information ne pouvait pas lui être transmise afin de préserver le secret et le bon déroulement de cette mission d'intérêt national. Ce n'est qu'à la fin des épreuves et après sa sortie officielle du centre de confinement que l'inspecteur Boussif a appris la terrible nouvelle.

Le grand marathon des émotions

ENTRE soulagement, inquiétude et espoir, les candidats au baccalauréat 2026 ont vécu une semaine particulièrement intense au rythme des épreuves. De sujets jugés accessibles aux examens à considérés comme plus exigeants, les réactions ont évolué au fil des jours. Le Jeune Indépendant a recueilli les témoignages de plusieurs candidats rencontrés à la sortie des centres d'examen.

Dès le premier jour, de nombreux candidats ont estimé que les sujets d'arabe et de sciences islamiques étaient globalement abordables, quelle que soit leur filière. Les élèves des filières scientifiques, comme ceux des autres spécialités, ont quitté les centres d'examen avec un sentiment de confiance, considérant que les questions correspondaient, dans l'ensemble, aux cours étudiés durant l'année.

Le deuxième jour, en revanche, a marqué un véritable tournant. De nombreux candidats ont exprimé leur déception face à l'épreuve de mathématiques, jugée particulièrement difficile, notamment dans les filières mathématiques et maths-techniques. Samir, candidat au baccalauréat à Draria, a confié à la sortie du centre d'examen : «Je ne m'attendais pas à un sujet aussi long et complexe. Je ne me rappelle même plus de mes réponses tellement l'épreuve était éprouvante. J'ai très peur des résultats.»

A ses côtés, Hiba fondait en larmes dans les bras de sa mère, s'excusant de ne pas avoir réussi à donner le meilleur d'elle-même. De nombreux élèves ont exprimé leurs difficultés face à l'épreuve. Si certains ont reconnu que les exercices étaient accessibles sur le fond, beaucoup ont estimé que le sujet était particulièrement long.

A la sortie des centres d'examen, les réactions des candidats des filières mathématiques et maths-techniques étaient particulièrement marquantes. Certains pleuraient, d'autres affichaient des visages fermés ou des regards perdus, témoignant d'une grande fatigue. «Ces réactions ne sont pas nécessairement le signe d'un échec. Pendant quatre heures, les candidats vivent sous une pression constante. Ils doivent rester concentrés du début à la fin. Pour les élèves de ces filières, cette matière représente souvent un enjeu majeur pour leur orientation future», a expliqué un professeur de mathématiques.

Le spécialiste ajoute que cette concentration extrême finit par provoquer une forte décharge émotionnelle une fois l'examen terminé. «Lorsqu'ils sortent, certains crient, d'autres restent silencieux ou se mettent à pleurer. Ce n'est pas forcément lié à leur performance. C'est souvent la conséquence du stress accumulé pendant plusieurs heures».

Dans l'après-midi, l'épreuve d'anglais a permis à de nombreux candidats de retrouver le sourire. Plusieurs élèves ont jugé le sujet facile et accessible.

Nabahat raconte avec humour : «C'était tellement facile que j'ai traité les deux sujets. J'aurais aimé pouvoir rendre les deux !» Bien entendu, un seul sujet pouvait être remis, mais cette anecdote illustre le sentiment de confiance qui régnait à la sortie de l'épreuve.

Le troisième jour, consacré notamment aux matières scientifiques, a suscité des réactions globalement positives. Les candidats des filières lettres et philosophie, langues étrangères, sciences expérimentales, mathématiques et maths-techniques ont jugé les sujets abordables, clairs et conformes au programme étudié durant l'année scolaire.

Par ailleurs, à Ben Aknoun, de nombreux candidats affichaient un visage serein à la sortie de l'épreuve de français. Ils estimaient avoir bien réussi leurs examens et surmonté la pression des jours précédents.

Hamida, candidate en langues étrangères, a expliqué que «les sujets étaient conformes au programme. Il fallait surtout bien analyser les questions avant de répondre».

La dernière journée a été marquée par l'épreuve de physique. Les candidats de la filière mathématiques ont exprimé des avis globalement positifs. Certains ont estimé que les exercices étaient proches de ceux travaillés en classe, même si quelques questions exigeaient davantage de réflexion.

D'autres témoignages évoquent des épreuves jugées parfois difficiles. Lilya, candidate en filière mathématiques, estime toutefois que l'épreuve de physique était accessible mais très longue et exigeante en temps, regrettant sa conception. En philosophie, elle s'est dit rassurée, les sujets portant sur des thèmes déjà étudiés. Au-delà des examens, les réseaux sociaux ont joué un rôle central, devenant un espace d'échanges, de réactions et de solidarité entre candidats des différentes wilayas.

Amel Saïdi

LÉGISLATIVES DU 2 JUILLET

Les partis investissent le terrain pour briser l'abstention

A l'approche du scrutin législatif, la course aux urnes s'accélère. Entre meetings populaires et actions de proximité de Tiaret à Alger, en passant par Chlef, les états-majors du RND, de Sawt Echaab et du Front El Moustakbal déploient des stratégies distinctes mais partagent un objectif crucial : convaincre un électorat distant et redynamiser la participation citoyenne par des engagements locaux concrets.

Lors d'un meeting populaire animé dans la wilaya de Tiaret, le secrétaire général du Rassemblement national démocratique, Monder Bouden, a affirmé, hieri, que les élus nationaux (députés) devaient jouer un rôle prépondérant dans l'accompagnement du développement local, en servant de relais efficace entre les citoyens et les hautes autorités de l'État. Selon lui, une meilleure coordination entre les élus nationaux et locaux est impérative afin d'unifier les efforts de développement et de répondre plus efficacement aux préoccupations de la population.
Abordant les enjeux de développement dans l'Ouest du pays, Monder Bouden a argué que «la wilaya de Tiaret et les régions limitrophes avaient besoin de liaisons routières plus efficaces avec le nord du pays pour favoriser le désenclavement et stimuler l'activité économique». Il a assuré que son parti œuvrerait, à travers son groupe parlementaire, à «défendre des solutions aux difficultés liées au transport des voyageurs et des marchandises», ainsi qu'à soutenir «la concrétisation des projets d'infrastructures jugés stratégiques pour la région».
Le responsable du RND a également souligné que l'unité nationale demeurait une «valeur sacrée», rappelant que la Révolution de Novembre avait su fédérer les Algériens autour d'un objectif commun et consacrer les valeurs de cohésion et de solidarité nationales.



ANALYSE : LE DÉFI DE L'ABSTENTION ET LA CARTE DU DÉSENCLAVEMENT

En choisissant Tiaret, un carrefour steppique stratégique, le RND cible un électorat sensible aux questions de logistique et d'infrastructures. Pour les états-majors politiques, l'enjeu principal de ce scrutin reste la reconquête d'un électorat gagné par l'apathie. Face au spectre de l'abstention, le discours purement idéologique cède la place à des promesses techniques et pragmatiques. Le RND tente ainsi de capitaliser sur son image de parti de gestionnaires pour convaincre que le bulletin de vote a un impact direct sur le quotidien économique des régions de l'intérieur.

De son côté, le président de Sawt Echaab, Lamine Osmani, a réitéré avant-hier, lors d'une activité de proximité organisée à Alger (Les Eucalyptus), l'engagement de sa formation à contribuer à l'ancrage d'une action politique «responsable» et au renforcement de «la confiance des citoyens envers les institutions élues».

GÉOGRAPHIE ÉLECTORALE : SÉCURISER LES BASTIONS TRADITIONNELS

Le même responsable politique a avancé que son parti lancerait une série de rencontres de terrain à travers plusieurs wilayas, en vue de renforcer le dialogue direct avec les citoyens et d'être à l'écoute de leurs préoccupations. Cette démarche vise, à ses yeux, à promouvoir une véritable culture de proximité avec le citoyen et à renouveler en profondeur les pratiques politiques.
Lamine Osmani a rappelé que l'élu devait demeurer à l'écoute des citoyens, transmettre leurs doléances et les défendre rigoureusement au sein des assemblées élues. Il a, en outre, mis en avant la présence, parmi les candidats de son parti, de «compétences issues de diverses catégories socioprofessionnelles», réaffirmant la volonté de Sawt Echaab de participer activement à l'ensemble des échéances politiques et de contribuer à l'édification d'une classe politique capable de «relever les défis du pays», dans la continuité du «rêve des chouhada», selon ses propres termes.
L'offensive de Sawt Echaab dans la périphérie d'Alger illustre une volonté marquée de renouvellement des élites. Pour contrer le détachement des électeurs urbains et suburbains, la formation mise sur l'intégration de figures de la société civile et de cadres techniques exempts de passif politique.
Ce positionnement axé sur la «compétence socioprofessionnelle» cherche à opposer des visages neufs aux réseaux traditionnels, répondant à une demande croissante de technocratie et de probité de la part des citoyens. Pour sa part, le président du Front El Moustakbal, Fateh Boutbig, a appelé depuis Chlef à «une forte mobilisation lors du scrutin du 2 juillet prochain». En marge de cette rencontre, il a d'ailleurs procédé à l'inauguration de la permanence électorale du parti dans la commune de Chlef.
Animant un meeting populaire au Musée public national de Chlef, il a salué l'engagement des jeunes et des universitaires dans la vie politique, estimant que le développement des nations reposait sur une conscience collective basée sur «l'implication citoyenne» et «la présentation de programmes crédibles par les candidats». Du reste, Fateh Boutbig a soutenu que son parti ambitionnait de booster la pratique législative, de porter les préoccupations des citoyens au sein des institutions, d'ancrer les valeurs de participation, de coopération et de complémentarité, ainsi que d'accompagner efficacement les politiques publiques.
Le déplacement du Front El Moustakbal à Chlef s'inscrit dans une logique de consolidation de ses bastions électoraux historiques dans la région du Cheliff. L'ouverture de permanences locales et l'investissement de lieux hautement symboliques comme le Musée public national démontrent que le parti cherche à sanctuariser son assise territoriale.
En ciblant prioritairement les milieux universitaires et la jeunesse diplômée locale, Fateh Boutbig tente de structurer un électorat jeune et volatile, indispensable pour s'imposer dans les futures équilibres de la chambre basse du Parlement.

Khalil Aouir

22 listes retenues à Tizi Ouzou

À MOINS de trois semaines des élections législatives du 2 juillet prochain, l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) de Tizi Ouzou a arrêté la liste définitive des candidats en lice. Vingt-deux listes, dont onze partisanes et onze indépendantes, brigueront les suffrages des électeurs dans une wilaya où les préparatifs organisationnels sont déjà bien avancés.
Onze de ces listes sont issues de partis politiques, à savoir le RCD, le FFS, le RND, le FLN, le Front El Moustakbal, Sawt Echaab, le MSP (Hamas), le PT, El Karama, Jil El Djadid, le Front El Nidhal, et les onze autres sont des listes indépendantes.
Il s'agit plus exactement de Tagmats, El Watani, Assirem, Nidaa El Watan, Taneslit, Tajeemaat, Tiregwa, Tadukli, Tafsut, Amel Nidaa, El Oukhoua, Agraw et Aazima Wafana Errouh. C'est ce qu'a indiqué le coordinateur de l'ANIE de Tizi Ouzou, Belkacem Messedad, sur les ondes de la Radio locale.
Ce même responsable a affirmé également que 400 sites ont été retenus pour les meetings à travers l'ensemble du territoire de la wilaya et 900 autres pour l'affichage. Belkacem Messedad a également précisé que chaque bureau de vote pourra accueillir jusqu'à cinq observateurs. «Cependant, les observateurs doivent remplir certaines conditions», a noté le coordinateur de l'ANIE de Tizi Ouzou. L'observateur en question doit être identifié comme tel par l'instance qu'il représente et doit obligatoirement être détenteur de sa carte d'électeur, comme l'exige la loi en vigueur.
Notons enfin que l'invité de la Radio de Tizi Ouzou a rappelé les conditions matérielles et humaines réunies pour ce rendez-vous du 2 juillet prochain. Il s'agit, en données chiffrées, de 1 746 bureaux de vote répartis à travers 703 centres. Les encadreurs mobilisés pour les centres sont au nombre de 3 515, tandis que ceux mobilisés pour les bureaux de vote sont au nombre de 12 222. Quant aux électeurs, ils sont au nombre de 694 152.

De notre bureau,
Saïd Tissegouine

FINANCEMENT DES CAMPAGNES ÉLECTORALES

L'ANIE serre la vis sur la transparence

EN PERSPECTIVE des échéances électorales, l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) renforce son dispositif de contrôle du financement des campagnes. L'objectif est de garantir une transparence totale des dépenses et prévenir toute dérive dans la gestion des fonds électoraux.
La Commission de contrôle du financement de la campagne électorale a rappelé, ce jeudi, que le respect des règles juridiques encadrant les sources de financement constitue une obligation incontournable pour l'ensemble des candidats. Chaque opération financière doit désormais s'inscrire dans un cadre strictement défini et vérifiable.
Au cœur de ce dispositif figure le mandataire financier, désigné par chaque candidat. Véritable pivot de la gestion de campagne, il est chargé de centraliser les opérations financières et matérielles, tout en assurant le lien avec la Commission de contrôle.
Conformément aux règles en vigueur, ce mandataire doit ouvrir un compte bancaire unique exclusivement dédié à la campagne électorale. Toutes les recettes et dépenses doivent transiter par ce compte, garantissant ainsi une traçabilité complète des flux financiers.
L'ANIE insiste également sur l'obligation pour les candidats de déclarer leur mandataire financier et de transmettre l'ensemble des informations relatives au compte de campagne. Ce mécanisme vise à renforcer les outils de contrôle et à assurer une gestion rigoureuse des moyens engagés.
En toile de fond, cette mise au point s'inscrit dans une volonté de moralisation du processus électoral, où la transparence financière devient un enjeu central de crédibilité et de confiance dans le scrutin.

Aymen D.

L'ALGÉRIE ET LES ACCORDS ÉNERGÉTIQUES

DES LEVIERS INDUSTRIELS

À travers des discussions approfondies avec les opérateurs omanais et indiens, Sonatrach s'oriente vers la valorisation locale des ressources — notamment via les engrais et la pétrochimie — et jette les bases d'une expansion conjointe vers le marché africain, portée par une législation attractive et décarbonée.



Un point sur l'état de la coopération et les perspectives de la hisser à des niveaux supérieurs a été au menu des rencontres qui ont réuni, avant-hier, le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, avec des représentants de ces groupes.

Avec le président du conseil d'administration du groupe omanais Suhail Bahwan Holding, Cheikh Saâd Suhail Bahwan, le ministre a examiné les relations de coopération entre les Groupe Sonatrach et le groupe omanais ainsi que les perspectives de leur développement, notamment dans les projets de production d'engrais, en particulier l'ammoniac et l'urée, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Lors de cette rencontre, tenue en présence de l'ambassadeur du Sultanat d'Oman auprès de l'Algérie, Saif Rashid Al-Badaai, et de cadres du ministère, les deux parties ont également abordé les opportunités d'élargissement des investissements du groupe omanais en Algérie dans ce domaine, tout en soulignant l'importance d'intensifier les concertations et les échanges techniques et commerciaux entre Sonatrach et le groupe omanais afin de concrétiser des projets conjoints à valeur ajoutée. La volonté du groupe omanais de renforcer sa présence en Algérie avait déjà été exprimée par une délégation du groupe, lors d'une visite effectuée au mois janvier dernier.

Les entretiens entre M. Arkab et l'ambassadeur omanais ont, par ailleurs, porté sur le niveau de coopération entre le Groupe Sonatrach et la société Abraj Energy Services, particulièrement dans le cadre du protocole d'entente relatif à l'étude des opportunités de coopération dans les domaines du forage, de la maintenance des puits et des services pétroliers spécialisés.

Il a également été question des services des projets intégrés, d'échange d'expertises et d'expériences techniques ainsi que de la formation spécialisée dans les différentes activités liées au secteur des hydrocarbures.

Les deux parties ont ainsi réitéré leur volonté commune de renforcer la coopération économique et les investissements entre l'Algérie et le Sultanat d'Oman et d'œuvrer à l'élargissement du partenariat entre Sonatrach et les entreprises omanaises, au service des intérêts communs des deux pays. Le partenariat est aussi appelé à se renforcer avec l'Inde dans l'exploration et la production des hydrocarbures.

LA SEEPCO VEUT RENFORCER SA PRÉSENCE EN ALGÉRIE

Cette perspective a été à l'ordre du jour d'une rencontre qui a réuni le ministre des Hydrocarbures et Mohit Barot, directeur exécutif de la société indienne Sterling Oil Exploration & Energy Production Co (SEEPCO), l'une des principales sociétés opérant dans l'exploration et la production en Afrique.

Cette rencontre a été, en effet, consacrée à l'examen des perspectives de partenariat entre Sonatrach et la société indienne dans les domaines de la recherche, de l'exploration, du développement et de la production de pétrole et de gaz, ainsi qu'à l'étude des opportunités d'investissement conjoint en Algérie et à l'extérieur, notamment en Afrique. Selon le département des Hydrocarbures, les entretiens ont porté sur les moyens d'élargir la coopération sur toute la chaîne de valeur de l'industrie pétrolière et gazière, à travers le développement de nouveaux projets et l'échange d'expertises techniques dans les domaines du développement des gisements, du raffinage, de la pétrochimie et de l'innovation technologique, ainsi qu'en matière de protection de l'environnement et de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de l'empreinte carbone du secteur.

M. Arkab a présenté, à cette occasion, un exposé sur la stratégie nationale de développement du secteur des hydrocarbures, mettant en avant les importantes opportunités d'investissement qu'offre l'Algérie dans les domaines de l'exploration et de la production, ainsi que les avantages et incitations prévus par la loi sur les hydrocarbures au profit des investisseurs étrangers, renforçant l'attractivité du marché algérien et garantissant un climat d'investissement fondé sur la transparence et la compétitivité.

De son côté, le directeur exécutif de SEEPCO a indiqué que l'entreprise souhaite renforcer sa présence en Algérie et développer ses partenariats avec Sonatrach, soulignant qu'elle est prête à mettre à disposition les technologies les plus avancées dans le secteur pétrolier et gazier, notamment dans les domaines de la valorisation du gaz, de l'optimisation de l'exploitation des ressources et de la réduction des émissions.

Le responsable indien a, en outre, salué la place qu'occupe l'Algérie sur le marché mondial de l'énergie ainsi que l'expertise dont dispose le Groupe Sonatrach dans les différents segments de l'industrie pétrolière et gazière.

Lilia A. A.

PORT DE DJEN DJEN

Le chantier de l'extension suit son rythme

LE PROJET d'extension du port de Djen Djen poursuit son évolution avec l'avancement des différentes études techniques engagées en vue de sa réalisation. A cet effet, le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a présidé, jeudi dernier, une réunion de travail consacrée au suivi de l'état d'avancement de ce projet stratégique.

Lors de cette réunion, le ministre a été informé de la progression des différentes phases de l'étude et de la mise en œuvre du plan de travail adopté afin d'en assurer l'achèvement dans les délais impartis. Ce dispositif repose notamment sur l'exécution simultanée des missions restantes, le renforcement des ressources humaines et des moyens matériels mobilisés, ainsi que sur l'accélération des procédures d'examen et de validation des livrables techniques.

La rencontre a réuni le directeur général de l'Agence nationale de réalisation des infrastructures portuaires (ANRIP), les responsables du Laboratoire d'études maritimes (LEM), ainsi que les représentants du groupement de bureaux d'études composé du cabinet italien Modimar, chef de file du consortium, du Laboratoire des travaux publics de l'Ouest (LTPO) et du Centre national d'ingénierie de la construction (CNIC).

Les responsables du projet ont également présenté les résultats des essais de navigation sur simulateur réalisés au Centre d'études et de technologies maritimes (CETENA) de Gênes, en Italie, avec la participation de l'ANRIP et d'un représentant de l'Entreprise portuaire de Djen Djen, selon un communiqué du ministère.

La campagne géotechnique maritime enregistre également une avancée notable grâce à la mobilisation d'une seconde grande barge, permettant des investigations de terrain en continu et une accélération des travaux, en particulier au niveau des futurs quais et des ouvrages de protection maritime.

Les mesures engagées pour réduire les délais de réalisation de la modélisation physique du projet ont également été examinées. Les travaux de modélisation bidimensionnelle et tridimensionnelle ont été répartis entre plusieurs laboratoires et organismes spécialisés afin de raccourcir les délais d'exécution, tout en garantissant l'analyse des paramètres liés à la stabilité des ouvrages maritimes, à la propagation de la houle dans le bassin portuaire ainsi qu'aux conditions d'accostage des navires et d'exploitation des quais.

En outre, les travaux de conception préliminaire des infrastructures maritimes progressent en coordination avec les études géotechniques et hydrodynamiques en cours, tandis que les critères de conception continuent d'être actualisés au fur et à mesure de la disponibilité des données définitives. A cette occasion, Abdelkader Djellaoui a réaffirmé le caractère stratégique du projet d'extension du port de Djen Djen, soulignant qu'il constitue l'un des principaux projets structurants destinés à renforcer les capacités logistiques et portuaires de l'Algérie et à accompagner la dynamique de développement économique du pays. Le ministre a, en outre, appelé à poursuivre la mobilisation de l'ensemble des moyens humains et techniques afin d'accélérer l'achèvement des études dans les délais fixés, tout en veillant au respect des normes internationales les plus exigeantes en matière de conception et de réalisation des grandes infrastructures portuaires.

Il a également été rappelé que les différentes phases des études ont été validées après consultation et coordination avec les services du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, futur exploitant de cette infrastructure.

Rim Boukhari

ALGÉRIE – TCHAD

Partenariat technique dans le secteur pétrolier aval

UN ATELIER conjoint entre l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH) et l'Autorité de régulation du secteur pétrolier aval du Tchad (ARSAT) a débuté jeudi à Alger. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du protocole de coopération signé entre les deux institutions en avril dernier, selon un communiqué de l'ARH. Prévu jusqu'au 17 juin, cet atelier vise à renforcer la coopération technique et institutionnelle entre les deux autorités, à travers l'échange d'expertises et d'expériences dans les domaines de la régulation des activités de l'aval pétrolier, du développement des infrastructures énergétiques, ainsi que du raffinage, du stockage et de la distribution des produits pétroliers. Les travaux portent également sur plusieurs axes stratégiques, notamment la sécurité industrielle, la protection de l'environnement, la numérisation, la gouvernance, le contrôle de la qualité des produits pétroliers et la régulation économique et tarifaire du secteur aval. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'accompagnement de l'ARH à son homologue tchadienne dans le projet de création d'une raffinerie de pétrole au Tchad, un projet structurant destiné à renforcer les capacités du pays dans le développement de son secteur pétrolier aval. En outre, cet atelier permettra de mettre en lumière l'expérience algérienne en matière de régulation du secteur, ainsi que dans la gestion des infrastructures de raffinage, de stockage et de distribution. Dans ce cadre, la délégation tchadienne effectuera des visites de plusieurs installations industrielles et logistiques, afin de s'imprégner des pratiques algériennes et de s'inspirer des standards opérationnels appliqués dans le secteur énergétique national.

M. B.

DES RÉALISATIONS ET DES PROJETS EN PERSPECTIVE

Sonelgaz International se positionne en Afrique

Avec des projets réalisés et ceux en cours ainsi que les multiples sollicitations pour son expertise, Sonelgaz International continue son expansion en Afrique, imposant ainsi son savoir-faire et aussi sa capacité à accompagner des pays africains pour relever leurs défis en matière d'électrification, de développement de leurs infrastructures ainsi que de renforcement des compétences de leurs ressources humaines. Le PD-G de Sonelgaz International, Yazid Djellouli, revient sur les réalisations de cette «jeune» filiale de Sonelgaz et ses perspectives.



«Aujourd'hui, l'expertise algérienne, à travers ce que nous avons réalisé, a permis d'apporter un nouvel éclairage sur l'environnement énergétique et électrique en Afrique. Beaucoup de pays s'intéressent désormais à ce savoir-faire et à cette expérience. Nous recevons des demandes provenant de plusieurs horizons», a indiqué, avant-hier, M. Djellouli, sur les ondes de la Radio nationale.

Après le succès enregistré au Niger, le modèle algérien suscite un intérêt croissant au Tchad, en Côte d'Ivoire, au Mozambique, en Tunisie et dans plusieurs autres pays africains. Le P-DG de Sonelgaz International est revenu sur la réalisation, dans un délai record, d'une centrale électrique de 40 mégawatts au Niger, représentant près de 20 % de la production électrique du pays, notant que Sonelgaz International poursuit son accompagnement auprès des pays partenaires, notamment dans le développement des capacités de production ainsi que l'amélioration des réseaux de transport et de distribution.

Au Tchad, une centrale d'une puissance similaire devrait prochainement voir le jour afin de renforcer la production nationale d'électricité. Toutefois, le principal défi auquel fait face le pays reste le transport de cette énergie, en raison notamment de l'inadaptation du réseau existant. «Il y a des gens qui profitent du malheur des autres», a déploré Yazid Djellouli, évoquant le cas d'une centrale photovoltaïque appartenant à un pays dont il n'a pas révélé le nom. Selon lui, cette installation fournit au Tchad une capacité de 25 mégawatts, mais seulement 12 mégawatts peuvent réellement être exploités en raison des limites du réseau de transport électrique.

D'où les instructions du Premier ministre, Sifi Ghrieb, d'engager des études pour la reconfiguration du réseau électrique tchadien, afin de permettre au pays de bénéficier pleinement de l'énergie déjà disponible, a précisé l'intervenant.

Il a également assuré que l'Algérie mettra son expertise à la disposition du Tchad, notamment à travers la formation des cadres de l'entreprise électrique tchadienne, afin de lui permettre d'assurer progressivement la gestion autonome de la production et de la distribution de cette ressource essentielle au développement économique et social. Au-delà du Tchad et du Niger, ainsi que du Mozambique, où Sonelgaz International ambitionne d'apporter son expertise dans les domaines de la distribution de l'électricité et du gaz, l'entreprise algérienne avance également sur d'importants projets en Côte d'Ivoire. Des contrats d'envergure sont actuellement en préparation, notamment pour la réalisation de centrales électriques d'une capacité comprise entre 700 et 1 000 mégawatts.

«Avec la Côte d'Ivoire, ce sont des demandes beaucoup plus importantes, notamment pour la réalisation de centrales de 700 à 1 000 mégawatts. Ce sont des projets qui, s'ils arrivent à se concrétiser, hisseraient pratiquement Sonelgaz International sur le toit des constructeurs africains», a affirmé M. Djellouli.

Il a, par ailleurs, évoqué le partenariat énergétique avec la Tunisie, où l'Algérie exporte actuellement près de 600 mégawatts d'électricité via une ligne de 400 kilovolts. Selon les précisions du P-DG de Sonelgaz International, les deux pays étudient également la possibilité de réaliser une centrale électrique indépendante (IPP) d'une capacité comprise entre 1 000 et 1 200 mégawatts.

«Les Tunisiens eux-mêmes ont émis le vœu que nous construisions une IPP en Tunisie. C'est quelque chose que nous étudions. La réflexion est en cours au niveau du ministère afin de faire mûrir l'idée d'aller peut-être vers la réalisation d'une IPP en Tunisie», a-t-il expliqué, notant que la stratégie de l'entreprise pour le continent africain s'inscrit dans une démarche de coopération intra-africaine.

Hamid B.

PRODUITS IMPORTÉS

L'État durcit le contrôle aux frontières

LES POUVOIRS publics renforcent le dispositif de contrôle des produits importés à travers une nouvelle coordination intersectorielle, destinée à garantir la conformité des marchandises aux normes en vigueur aux différents postes frontaliers et à moderniser les moyens d'inspection grâce à la création de laboratoires spécialisés. Cette initiative intervient dans le cadre de la mise en œuvre des instructions données par le président de la République lors du Conseil des ministres du 7 juin 2026, portant sur le renforcement des mécanismes de contrôle de la conformité des produits importés aux différents postes frontaliers terrestres, maritimes et aériens. Présidée par la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, cette rencontre a réuni le ministre de la Santé, Mohamed Sadek Aït Messaoudène, ainsi que le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine Oualid. Des représentants des institutions et organismes nationaux concernés, ainsi que des cadres et techniciens spécialisés ont également pris part aux discussions. A l'issue de cette séance, un groupe de travail technique regroupant l'ensemble des parties prenantes a été installé. Sa mission consiste à définir et mettre en œuvre les mesures et dispositions nécessaires pour concrétiser les orientations présidentielles.

Une approche de travail commune a, par ailleurs, été adoptée en vue de la création de laboratoires dédiés au contrôle de la conformité des produits importés, lesquels seront équipés d'instruments scientifiques de haute précision et de technologies avancées.

Rim Boukhari

ALGÉRIE–OUZBÉKISTAN

Un partenariat économique en pleine relance

LES RELATIONS économiques entre l'Algérie et l'Ouzbékistan franchissent un nouveau cap. Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, s'est entretenu jeudi à Alger avec son homologue ouzbek, Bakhtiyor Saidov, autour des moyens de renforcer les échanges commerciaux et de diversifier la coopération bilatérale. Cette rencontre a permis de faire le point sur l'état des relations économiques entre les deux pays et d'explorer de nouvelles pistes de développement, notamment dans les secteurs du commerce et de l'investissement. Les deux parties ont affiché une volonté commune d'intensifier les flux commerciaux et de faciliter les échanges entre opérateurs économiques. Au cœur des discussions figure également l'ambition de mieux exploiter les opportunités offertes par la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), afin d'ouvrir de nouveaux débouchés aux produits des deux pays sur le continent africain. Dans cette dynamique, Alger et Tachkent envisagent la mise en place d'un cadre institutionnel structurant, à travers la création d'un Conseil d'affaires algéro-ouzbek. Celui-ci aurait pour mission de renforcer le dialogue entre les milieux économiques et de favoriser la circulation de l'information sur les opportunités d'investissement. Les deux responsables ont également insisté sur l'importance de la participation des entreprises aux foires et manifestations économiques organisées dans les deux pays, afin de promouvoir les produits nationaux et de développer des partenariats directs.

FISCALITÉ IMMOBILIÈRE

Allègement des droits pour les particuliers

LA DIRECTION générale des impôts (DGI) a publié la circulaire n°42/MF/DGI/LF 2026 du 19 mai 2026, introduisant une exonération des droits d'enregistrement au profit des acquéreurs de biens immobiliers destinés principalement à l'habitation, dans le cadre de la promotion immobilière. Cette mesure concerne exclusivement les personnes physiques qui achètent un logement neuf ou une fraction de bien immobilier à usage d'habitation, conformément à la réglementation en vigueur. Les promoteurs immobiliers, en tant que vendeurs, restent quant à eux soumis aux droits d'enregistrement et aux droits de mutation à titre onéreux. La circulaire précise que les logements éligibles peuvent être des maisons individuelles, des appartements ou des unités situées dans des ensembles collectifs ou semi-collectifs. Les personnes morales sont exclues du dispositif, celui-ci étant strictement réservé aux particuliers. L'avantage fiscal est accordé une seule fois par bénéficiaire pour l'acquisition d'un logement, avec une exception prévue en cas de réinvestissement du produit de la vente d'un bien acquis dans le même cadre. Le dispositif s'étend également aux opérations financées par la finance islamique, notamment la mourabaha et l'ijara muntahia bitamlik, sous réserve du respect des conditions fixées par le Code de l'enregistrement. Enfin, la DGI rappelle que les logements réalisés dans le cadre des programmes publics, AADL, OPGI, LPA, LSP et logement rural, continuent de bénéficier d'exonérations spécifiques.

H. B.

DASS DE TIZI OUZOU

Un séjour thermal pour 35 personnes âgées démunies

DANS le cadre de la célébration de la Journée mondiale de sensibilisation à la maltraitance des personnes âgées, célébrée le 15 juin de chaque année, la direction de l'action sociale et de la solidarité (DASS) de la wilaya de Tizi Ouzou a décidé d'octroyer un séjour thermal offert au profit de 35 personnes âgées démunies de la wilaya, dont 17 femmes.
Ce séjour de détente est prévu au complexe thermal de Hammam Guergour, dans la wilaya de Sétif. « Ce sont des personnes recensées à travers la wilaya de Tizi Ouzou, par les APC et les différentes cellules de proximité et de solidarité de l'Agence de développement social (ADS) activant sur le terrain », a indiqué Achour Mehanni, premier responsable de la DASS.
Il faut savoir que la liste initiale dressée était composée de 40 noms, mais, après des contre-indications émises par leurs médecins traitants respectifs, cinq personnes se sont vues refuser ce déplacement vers les Hauts Plateaux.
Ce séjour en pension complète à la station de Hammam Guergour, d'une durée de six jours et entamé mardi dernier, sera également une occasion pour ces bénéficiaires de découvrir les sites touristiques de cette région du pays.
Concernant ce séjour thermal, ces 35 personnes âgées de la wilaya de Tizi Ouzou bénéficieront de soins et de thérapies spécifiques liés aux traitements thermaux.
Par ailleurs, ces bénéficiaires sont accompagnés par des compétences avérées. Il s'agit, entre autres, de deux psychologues, d'un médecin généraliste, d'un éducateur spécialisé et d'un sociologue. « Pour cette opération, notre tutelle nous a octroyé une enveloppe de 200 millions de centimes », a encore souligné le même responsable, qui n'a pas manqué de manifester son souhait de voir les membres de cette délégation revenir avec un moral retapé, un corps revigoré et surtout une tête pleine de souvenirs qui leur resteront gravés à jamais dans la mémoire.
Il y a lieu de rappeler enfin que cette Journée mondiale de sensibilisation à la maltraitance des personnes âgées a été instituée en 2006 par le Réseau international pour la prévention de la maltraitance des personnes âgées (INPEA), avant d'être officiellement reconnue par l'Organisation des Nations unies (ONU) en 2011. Elle vise à dénoncer les abus, les négligences et les violences dont sont victimes les aînés, tout en promouvant la bientraitance et le respect de leurs droits fondamentaux.

Saïd Tissegouine

INSÉCURITÉ URBAINE

Quand les mineurs défient l'ordre public

À la périphérie de Draâ Ben Khedda, la cohabitation entre les résidents des cités LPA et des logements sociaux est de plus en plus perturbée par les agissements nocturnes de bandes d'adolescents, parfois âgés de moins de 14 ans. Entre rackets, dégradations et consommation de psychotropes, cette montée de l'insécurité renseignent sur les défis quotidiens de des patrouilles policières face à des mineurs intouchables, ainsi que la faillite des institutions familiales et religieuses locales.



Les cibles privilégiées de ces jeunes délinquants, dont l'âge se situe souvent entre 10 et 14 ans, sont la cité des 100 logements LPA (Logements Participatifs Aidés) des journalistes et la cité voisine des 1000 logements sociaux, implantées côte à côte.
Ces groupes d'adolescents s'adonnent à de multiples incivilités et délits : vols, bris de verre, jets de pierres sur les véhicules en stationnement à des heures avancées de la nuit, ainsi que la consommation de stupéfiants, de boissons alcoolisées et d'autres produits psychotropes prohibés.
Il y a quatre ou cinq jours, un groupe d'adolescents a directement pris pour cible des habitants de la cité des 100 logements LPA. Ces résidents, qui profitaient de la fraîcheur vespérale, ont été subitement pris à partie par des jets de pierres nourris.
Du côté ouest et sud de la résidence s'étend un immense terrain vague non cultivé. C'est depuis cette zone d'ombre, à l'abri des lampadaires et de la clarté lunaire, qu'une voix infantile a lancé aux résidents : « Je suis chargé de vous dire que si vous voulez connaître l'identité de la personne qui nous a ordonné de vous jeter des pierres, vous devez d'abord nous remettre une somme de 3 000 DA. »
Quelques minutes plus tard, l'auteur de cette tentative de chantage s'est laissé apercevoir sous la lumière d'un lampadaire. Il ne devait guère dépasser l'âge de 13 ans. Fort heureusement, au lieu de céder à cette extorsion, les habitants ont choisi la voie légale en déposant immédiatement une plainte au commissariat de police de la ville.

LE VIDE JURIDIQUE DE LA MINORITÉ PÉNALE

L'épineux problème auquel se heurtent les forces de l'ordre et les riverains réside dans l'âge de ces auteurs. Étant légalement mineurs, ces enfants bénéficient d'une quasi-irresponsabilité pénale qui limite drastiquement les procédures judiciaires classiques et le recours à la détention. Cette situation crée, sur le terrain, un sentiment d'impunité chez les jeunes délinquants, qui savent que l'arsenal législatif privilégie la protection et la rééducation administrative plutôt que la sanction répressive immédiate. S'il est vrai que les services de police effectuent régulièrement des rondes de jour comme de nuit dans cette partie de la commune, ils se retrouvent confrontés à des techniques de guet bien rodées. Les véhicules de patrouille étant repérables de loin, ces jeunes délinquants, toujours sur leurs gardes, se dispersent et prennent la fuite à la moindre approche des forces de l'ordre, rendant les flagrants délits extrêmement complexes.
Notons que plusieurs facteurs, tant endogènes qu'exogènes, sont à l'origine de cette situation délétère, totalement étrangère à la sociologie locale il y a encore un quart de siècle. Les fractures familiales, la précarité économique des parents, l'absence d'autorité parentale, ainsi que le déficit d'affection et d'encadrement éducatif au sein du foyer constituent les causes premières de ce basculement.
Par ailleurs, la ville de Draâ Ben Khedda, devenue très cosmopolite au fil des différents programmes de relogement, subit de facto un brassage démographique important et une multitude d'influences comportementales. Ces mutations urbaines rapides se répercutent de manière directe et parfois négative sur les enfants de ces nouveaux quartiers.
Le caractère cosmopolite de Draâ Ben Khedda met en lumière les effets secondaires d'une transition urbaine mal accompagnée. L'adossement brutal de cités de standing différent (LPA et social), sans infrastructures culturelles ou de loisirs pour les jeunes, favorise la création de micro-sociétés de rue. Le contrôle social traditionnel, qui s'exerçait autrefois à l'échelle du village ou du quartier ancien, s'est dissous dans l'anonymat des grands ensembles immobiliers périphériques. Dès lors, la question fondamentale est de savoir si les pouvoirs publics comptent apporter des solutions structurelles et de fond à cette problématique sociétale ou s'ils vont se résigner à ce qui s'apparente à une « fatalité ». Dans ce schéma, la communauté religieuse, notamment les prêcheurs du vendredi, tient malheureusement un discours déconnecté de la réalité sociologique nationale. Sans vouloir dénigrer l'institution de la mosquée, force est de constater que le discours amphibologique (ambigu) succède au discours amphibologique. Les prêches traditionnels peinent à formuler des leçons de morale concrètes et adaptées aux réalités de la jeunesse actuelle. Dans un tel vide éducatif et spirituel, il ne faut guère s'étonner de voir des adolescents dériver de façon aussi précoce.

Saïd Tissegouine

TRAVAIL DES ENFANTS

L'Algérie affiche un bilan quasi nul

L'ALGÉRIE affiche un bilan jugé extrêmement faible en matière de travail des enfants, avec seulement deux cas recensés sur plus de 72 000 entreprises contrôlées depuis le début de l'année. Réunis, avant-hier, à Alger lors de la Journée mondiale contre le travail des enfants, les ministres du Travail et de la Solidarité ont mis en avant le renforcement des dispositifs de contrôle et de prévention, tout en réaffirmant la priorité accordée par l'État à la protection de l'enfance.
Célébrée chaque 12 juin, l'édition de cette année, organisée sous le slogan « Carton rouge au travail des enfants : une enfance protégée, un travail décent pour les adultes », a mis en avant un bilan particulièrement serré du contrôle du travail des mineurs en Algérie.
Présidée par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, en présence de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, la cérémonie a surtout servi de vitrine aux efforts de l'État en matière de protection de l'enfance, dans un contexte où la vigilance reste de mise malgré des chiffres jugés « très faibles ».
Selon les données présentées par l'Inspection du travail, sur la période allant du 1er janvier au 31 mai 2026, seuls deux cas d'emploi d'enfants n'ayant pas atteint l'âge légal ont été relevés, sur plus de 72 000 entreprises contrôlées et 676 000 travailleurs inspectés. Un résultat présenté comme le fruit d'un renforcement des contrôles, de la prévention et des campagnes de sensibilisation.
« La protection de l'enfance est un choix souverain et un pilier fondamental du projet national », a souligné Abdelhak Saihi, insistant sur la volonté politique affichée de consolider un État social garantissant l'égalité des chances et le respect des droits fondamentaux de l'enfant. Le ministre a également rappelé l'engagement de l'Algérie à adapter sa législation aux conventions internationales.
Au-delà du bilan national, la cérémonie a été marquée par une prise de position en faveur des enfants de Palestine, que le ministre a qualifiés de victimes quotidiennes de la guerre, estimant que leur protection relève d'une « responsabilité morale et juridique » de la communauté internationale.
De son côté, Soraya Mouloudji a insisté sur l'architecture sociale mise en place par l'État, évoquant un réseau de 50 établissements spécialisés dans la protection de l'enfance ainsi que des programmes d'accompagnement destinés aux familles à faibles revenus. Objectif : prévenir les situations de vulnérabilité et renforcer l'intégration scolaire et sociale des enfants.
La Déléguée nationale à la protection de l'enfance, Meriem Cherfi, a, elle, salué les « progrès majeurs » réalisés par l'Algérie dans ce domaine, tout en rappelant la poursuite des efforts de coordination entre les différents secteurs pour consolider les mécanismes de protection.

Aymen D.

AFFAIRE LYHANNA

Les Français pointent les défaillances du système

Le meurtre de la jeune Lyhanna, âgée de 11 ans, continue de bouleverser la France bien au-delà de l'émotion suscitée par ce drame. Les révélations sur les défaillances institutionnelles qui ont entouré l'affaire provoquent désormais une profonde crise de confiance envers la justice et les services de sécurité, mettant en lumière les fragilités d'un système soumis à de fortes pressions.

Selon un sondage réalisé par Elabe pour BFMTV les 9 et 10 juin auprès de 1.002 personnes, seuls 35 % des Français déclarent encore faire confiance à la justice. Il s'agit du niveau le plus faible enregistré depuis 2019. En l'espace de quelques mois, l'institution judiciaire a perdu dix points de crédibilité, illustrant l'ampleur du choc provoqué par cette affaire.

Les forces de l'ordre ne sont pas épargnées par cette défiance. La confiance accordée à la gendarmerie recule de neuf points pour s'établir à 73 %, tandis que celle envers la police chute de douze points pour atteindre 66 %. Des chiffres qui traduisent le malaise grandissant d'une opinion publique confrontée à des dysfonctionnements jugés particulièrement graves. Le garde des Sceaux, Gérald Darmanin, a lui-même reconnu l'existence d'un « dysfonctionnement absolument terrifiant ». Pour une large majorité des Français, le problème dépasse le cadre d'une simple erreur isolée. Ainsi, 80 % des personnes interrogées estiment que l'affaire Lyhanna révèle avant tout un mauvais fonctionnement et une coordination insuffisante entre les différents services concernés. Les avis divergent toutefois sur l'origine de ces défaillances. Près de la moitié des sondés (47 %) les attribuent principalement à des erreurs humaines, tandis que 45 % pointent un manque de moyens matériels et humains. Conscient de la gravité de la situation, le président Emmanuel Macron a lui aussi reconnu, lors d'un Conseil des ministres, que cette affaire soulevait la question fondamentale de « la confiance en nos institutions ».

Au-delà de la justice, c'est également le sentiment de sécurité des familles qui apparaît fortement ébranlé. Selon l'enquête, 77 % des parents considèrent aujourd'hui que leurs enfants ne sont pas suffisamment protégés dans la société actuelle. Un constat renforcé par d'autres affaires récentes ayant alimenté les inquiétudes autour de la sécurité des mineurs. Cette préoccupation se traduit également par une critique sévère de l'action publique. Plus de huit Français sur dix (82 %) jugent que l'État et le gouvernement ne sont pas suffisamment mobilisés dans la lutte contre les violences faites aux enfants. Dans ce contexte, l'annonce du ministre de la Justice visant à réexaminer quelque 70.000 enquêtes liées à des infractions sexuelles commises sur des mineurs peine à convaincre. La mesure est jugée irréaliste par 78 % des personnes interrogées et inefficace par 57 % d'entre elles.



Le sondage met par ailleurs en évidence une demande croissante en faveur d'un renforcement des moyens alloués à la justice, au détriment d'autres secteurs comme l'administration pénitentiaire. Nombreux sont également ceux qui estiment que le manque de fermeté des décisions judiciaires contribue à la progression des violences dans la société.

Cette crise de confiance intervient dans un contexte particulièrement sensible. Alors que les obsèques de la jeune Lyhanna se déroulent ce 12 juin, l'opinion publique attend désormais les conclusions des enquêtes administratives annoncées pour le 19 juin. Pour les autorités françaises, l'enjeu dépasse désormais la seule recherche des responsabilités : il s'agit aussi de restaurer la confiance des citoyens dans des institutions dont la crédibilité apparaît aujourd'hui profondément fragilisée. **R. I.**

CORÉE DU SUD

L'ex-président Yoon Suk-yeol condamné à 30 ans de prison

L'ANCIEN PRÉSIDENT sud-coréen Yoon Suk-yeol a été condamné vendredi à 30 ans d'emprisonnement pour avoir ordonné l'envoi de drones militaires en Corée du Nord en 2024, une opération considérée par la justice comme une tentative de provocation destinée à créer un climat de tension propice à l'instauration de la loi martiale.

Selon les procureurs spéciaux, cette initiative visait à « fabriquer des conditions de temps de guerre » en poussant Pyongyang à réagir militairement. Une stratégie qui aurait, selon eux, porté atteinte à la sécurité nationale en exacerbant les tensions déjà fortes entre les deux Corées.

Un porte-parole du tribunal de Séoul a confirmé à l'AFP que l'ancien chef de l'État, âgé de 65 ans, a été « condamné à 30 ans de prison » pour ces faits. Cette nouvelle condamnation s'ajoute à une série de décisions judiciaires particulièrement lourdes visant l'ancien président. En février, il avait déjà été condamné à la prison à vie pour « insurrection », après sa tentative d'imposer la loi martiale en décembre 2024 et l'envoi de l'armée au Parlement afin d'en neutraliser l'activité. En janvier, il avait également écopé de cinq ans de prison dans un autre volet du dossier. Au cœur de l'affaire figure une opération menée en octobre 2024, durant laquelle des drones sud-coréens auraient été envoyés au-dessus de Pyongyang, porteurs de tracts de propagande. Certains appareils se seraient écrasés sur le territoire nord-coréen, selon l'agence Yonhap, provoquant une nouvelle montée des tensions entre les deux pays. Les procureurs estiment que cette action aurait ravivé les risques d'escalade militaire et entraîné des fuites d'informations sensibles. Ils accusent l'ancien président d'avoir cherché à provoquer un incident armé pouvant servir de justification à la proclamation de la loi martiale. Contre toute attente, la Corée du Nord avait alors réagi avec retenue, se contentant de menacer des représailles en cas de récidive. Deux mois après l'épisode des drones, Yoon Suk-yeol avait tenté d'imposer la loi martiale en invoquant des menaces attribuées à des « forces anti-État » supposément liées à Pyongyang, ainsi qu'un blocage politique du Parlement dominé par l'opposition. La tentative avait cependant échoué. Des députés avaient réussi à se réunir malgré le siège des forces armées et à voter une résolution annulant la mesure, contraignant le président à faire marche arrière après seulement six heures de suspension du régime civil. Cet épisode avait plongé la Corée du Sud dans une crise politique majeure.

Destitué en avril 2025 et actuellement incarcéré, Yoon Suk-yeol a fait appel de ses condamnations, affirmant avoir agi « pour le seul bien de la nation ».

Ses avocats contestent fermement les accusations liées aux drones, assurant qu'aucun ordre direct n'avait été donné et que l'opération aurait été menée en réponse à l'envoi de ballons de déchets par la Corée du Nord vers le Sud. Ils soutiennent qu'il s'agissait d'un « acte d'autodéfense » sans lien avec une tentative de coup de force. **R. I.**

AGRESSION SIONISTE CONTRE L'IRAN

La Turquie affirme ses lignes rouges

LA TURQUIE semble amorcer un repositionnement stratégique face à la guerre menée par les États-Unis contre l'Iran. Dans un discours prononcé devant le groupe parlementaire de son parti, l'AKP, le président turc Recep Tayyip Erdogan a affiché une posture plus ferme, tout en maintenant une certaine prudence diplomatique. Ankara entend désormais faire valoir plus clairement ses intérêts dans les recompositions géopolitiques qui pourraient découler du conflit.

Depuis le début de la crise, la Turquie s'est efforcée de maintenir un délicat équilibre. Opposée à toute escalade militaire entre Washington et Téhéran, elle a refusé de s'aligner sur l'Iran tout en évitant de soutenir les opérations américaines et israéliennes. Les autorités turques ont également exprimé leurs inquiétudes quant aux conséquences qu'un éventuel affaiblissement de l'Iran pourrait avoir sur la stabilité régionale, notamment en ce qui concerne la question kurde et la sécurité de leurs frontières méridionales.

Cette position prudente s'accompagnait d'une volonté de préserver un rôle de médiateur, Ankara cherchant à maintenir des canaux de communication ouverts avec l'ensemble des acteurs impliqués. Toutefois, les récentes déclarations du président Erdogan témoignent d'une lecture plus large des bouleversements en cours.

Le chef de l'État turc inscrit désormais les tensions actuelles dans un cadre géopolitique plus vaste englobant la Méditerranée orientale, la Syrie, le Liban et même certaines régions d'Afrique. Dans cette perspective, la Turquie observe avec préoccupation le rapprochement entre la Grèce, Chypre et Israël, perçu comme un axe susceptible de limiter son influence dans l'espace méditerranéen.

Ankara considère également que les évolutions en Syrie et au Liban relèvent directement de sa sécurité nationale. Les propos d'Erdogan affirmant que celle-ci « commence à Alep, Damas et Beyrouth » traduisent cette conception élargie de la profondeur stratégique turque. Les crises qui affectent ces pays sont désormais analysées comme ayant un impact direct sur les intérêts et la stabilité de la Turquie.

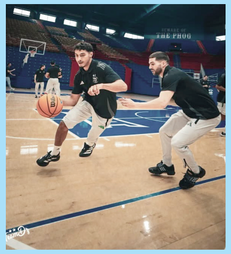
Les autorités turques mettent ainsi en garde contre toute recomposition régionale qui se ferait sans leur participation. Cette préoccupation est particulièrement perceptible dans l'hypothèse d'un affaiblissement durable de l'Iran et du Hezbollah, scénario qui pourrait entraîner une redéfinition des équilibres au Moyen-Orient.

Malgré ce durcissement du discours, Ankara continue toutefois d'éviter toute confrontation directe avec Israël ou les États-Unis. De son côté, Washington estime que les divergences avec son allié turc demeurent maîtrisables, notamment dans le dossier syrien.

Pour les dirigeants turcs, les transformations en cours pourraient néanmoins remodeler durablement les rapports de force régionaux. Dans ce contexte, la Turquie cherche à éviter toute marginalisation et entend s'imposer comme un acteur incontournable des futures négociations qui façonneront l'après-guerre au Moyen-Orient.

R. I.

JOURNÉE DE DÉTENTE POUR LES VERTS À L'UNIVERSITÉ DU KANSAS



LES JOUEURS de l'équipe nationale de football ont bénéficié, jeudi, d'une agréable parenthèse de détente à l'invitation de l'Université du Kansas, au lendemain de la large victoire de la sélection face à la Bolivie (4-0), pour son dernier match amical de préparation à la Coupe du Monde de la FIFA 2026, a indiqué la FAF dans un communiqué.

Les Verts ont ainsi découvert le vaste campus universitaire ainsi que les nombreuses infrastructures sportives dont dispose l'établissement, réputé pour l'importance accordée au sport dans la vie estudiantine américaine.

Au cours de cette visite, les coéquipiers de Riyad Mahrez ont notamment exploré les différentes installations, dont le grand stade dédié au football américain, la salle de basketball ainsi que plusieurs autres équipements sportifs de haut niveau.

Dans une ambiance conviviale et décontractée, les joueurs se sont prêtés avec enthousiasme à diverses activités sportives. Certains ont tenté leur adresse sur le parquet de basketball en réussissant quelques paniers dans la mythique salle de l'université, tandis que d'autres ont découvert les bases du football américain à travers plusieurs ateliers organisés sur le terrain principal.

Les joueurs ont également eu l'occasion de s'initier au baseball sous la conduite d'encadreurs locaux qui leur ont proposé quelques exercices techniques, offrant ainsi un moment d'échange et de découverte particulièrement apprécié.

Cette sortie, organisée dans un cadre chaleureux, a permis aux Verts de relâcher la pression et de renforcer davantage la cohésion du groupe avant de poursuivre leur préparation en vue de leur entrée en lice dans le Mondial 2026.

A QUELQUES JOURS DE SON ENTRÉE EN LICE EN COUPE DU MONDE

L'Algérie étrille la Bolivie (4-0) et fait le plein de confiance

À la veille du coup d'envoi de la phase de groupes de la Coupe du Monde 2026, les Fennecs ont envoyé un message for, mercredi soir, lors de leur ultime répétition générale, en surclassant la Bolivie sur le score sans appel de 4 buts à 0.

Cette rencontre amicale s'est disputée sur le terrain du University of Kansas Soccer Field à Kansas City. Un choix stratégique pour le staff technique, puisque le match s'est joué à proximité immédiate de Lawrence (Kansas), où la sélection algérienne a établi son camp de base pour la compétition.

Disputé intégralement à huis clos, ce test grandeur nature a permis aux hommes de Vladimir Petkovic de peaufiner leurs automatismes à l'abri des regards, confirmant leur montée en puissance après un succès encourageant face aux Pays-Bas (1-0) au début du mois.

Appliqués d'entrée de jeu, les Verts ont rapidement confisqué le ballon face à un bloc bolivien regroupé et compact. Bien que la Verde ait tenté de faire le dos rond, la faille a fini par être trouvée juste avant la pause. À la 44e minute, c'est l'expérimenté défenseur Aïssa Mandi qui a débloqué la situation. Resté aux avant-postes, il a trompé le gardien adverse pour offrir un avantage logique et libérateur à l'Algérie juste avant le retour aux vestiaires (1-0).

Au retour des vestiaires, la physionomie de la rencontre a radicalement changé. Fatigués par le pressing algérien et incapables de rivaliser techniquement, les Boliviens ont totalement sombré en l'espace de cinq minutes, sous l'impulsion d'Amine Gouiri.

L'attaquant des Fennecs s'est offert un doublé express absolument dévastateur. À la 55e minute, il a d'abord doublé la mise à la suite d'un superbe mouvement collectif (2-0), avant de récidiver à peine deux minutes plus tard (57e) pour porter le score à 3-0. Une efficacité clinique qui est de très bon augure pour l'animation offensive de l'équipe nationale.

Complètement groggy, la Bolivie, 76e dans le classement mondial de la FIFA, n'a pas eu le temps de respirer. Trois minutes seulement après le troisième but, c'est le virevoltant Anis Hadj Moussa qui a participé à la fête. À la 60e minute, le jeune ailier a parachevé le chef-d'œuvre de la soirée en inscrivant le quatrième et dernier but de la partie (4-0).

La dernière demi-heure a permis au staff



d'effectuer plusieurs rotations, d'offrir du temps de jeu aux remplaçants (à l'instar de Luca Zidane ou Yacine Titraoui) et de gérer le rythme pour éviter toute blessure de dernière minute. Cette large victoire (4-0) vient clore de la plus belle des manières une campagne de préparation particulièrement réussie. Solide derrière, créative au milieu et chirurgicale devant, l'Algérie se présentera sur le sol américain avec d'immenses certitudes.

Les Fennecs basculent officiellement en mode Coupe du Monde, où un immense défi les attend dans le Groupe J : un premier choc au sommet contre l'Argentine, tenant du titre, le 16 juin prochain au Kansas City Stadium, avant de défier la Jordanie et l'Autriche.

GROSSE INQUIÉTUDE AU SUJET DE BENSEBAÏNI

À quelques jours de son entrée en lice à la Coupe du monde 2026 face à l'Argentine, l'équipe nationale algérienne pourrait être confrontée à une mauvaise nouvelle concernant l'un de ses cadres les plus expérimentés. Ramy Bensebaïni demeure en effet incertain pour ce rendez-vous très attendu, prévu le 17 juin à Kansas City.

Le défenseur du Borussia Dortmund n'a pris part à aucun des deux matchs de préparation disputés par les Verts, contre les Pays-Bas puis la Bolivie. Une absence qui suscite naturellement des interrogations, alors que le joueur était censé retrouver progressivement le rythme de la compétition après plusieurs semaines d'arrêt. Bensebaïni souffre d'un problème physique qui nécessite une gestion prudente de la part du staff médical algérien.

Une blessure à la cheville droite serait venue compliquer davantage sa préparation, alors qu'il revenait déjà d'un pépin au pied qui l'avait éloigné des terrains en fin de saison avec le Borussia Dortmund.

Les inquiétudes se sont accentuées après le match face à la Bolivie. Le joueur a notamment été aperçu avec une protection au niveau du pied, alimentant les doutes sur sa capacité à tenir sa place contre les champions du monde en titre.

Cette situation représente une véritable préoccupation pour Vladimir Petkovic. Avec plus de 80 sélections sous le maillot algérien, Bensebaïni est l'un des leaders naturels du groupe. Son expérience du très haut niveau, sa polyvalence et son importance dans l'organisation défensive font de lui un élément difficile à remplacer.

Autre facteur préoccupant : l'ancien Rennais n'a plus disputé de rencontre officielle depuis près de deux mois. Même en cas de rétablissement complet dans les prochains jours, un retour immédiat dans un match aussi exigeant que celui contre l'Argentine pourrait représenter un défi considérable.

Les Verts partagent un après-midi de convivialité avec leur public

PLUS DE 300 SPECTATEURS ont assisté à la séance d'entrainement de l'équipe nationale effectuée, au Rock Chalk Park de Lawrence (Université du Kansas), au lendemain de leur large succès face à la Bolivie (4-0) en match amical de préparation, a indiqué la fédération algérienne de football (FAF) dans un communiqué.

Cette séance de reprise s'est déroulée dans une atmosphère détendue et sous un soleil agréable. Tous les joueurs ont pris part au travail collectif, à l'exception de Ramy Bensebaini, soumis à des soins en marge du groupe.

Ouverte au public, la séance a attiré plus de 300 spectateurs. De nombreux supporters algériens établis aux Etats-Unis ont fait le déplacement pour encourager les Verts, mais aussi de nombreuses familles américaines venues découvrir de près la sélection algérienne. Les enfants étaient particulièrement nombreux à garnir les tribunes, a ajouté l'instance fédérale.

A l'issue de l'entraînement, les coéquipiers de Luca Zidane ont pris le temps d'aller à la rencontre du public. Signatures d'autographes, séances photos et échanges chaleureux ont rythmé ces instants de proximité très appréciés par les supporters. Une initiative qui a permis à de nombreux fans, notamment les plus jeunes, de repartir avec des souvenirs inoubliables auprès de leurs idoles.

A la fin de l'entraînement, les Verts ont ensuite participé à la campagne "Be Active" de la FIFA. Lancée en partenariat avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), cette initiative vise à promouvoir l'activité physique chez les enfants et à les sensibiliser à l'importance d'un modede vie sain.

Plus de soixante enfants ont ainsi pris part à différentes activités organisées sur le terrain en compagnie des joueurs. Au programme : exercices ludiques, petits matches et moments de partage dans une ambiance conviviale. Les jeunes participants ont également eu l'occasion de prendre des photos avec les joueurs et de récolter de précieux autographes.

A travers cette campagne, la FIFA et l'OMS rappellent l'importance pour les enfants de pratiquer quotidiennement une activité physique afin de favoriser leur bien-être, leur santé et leur épanouissement. Une belle action à laquelle les Verts ont apporté leur contribution avec enthousiasme, pour le plus grand bonheur des jeunes présents.



UN STADE AZTECA EN FÊTE

Trois cartons rouges et une entrée en lice réussie pour El Tri

Pays organisateur avec les Etats-Unis et le Canada, le Mexique a bien lancé sa Coupe du monde, jeudi, en dominant les Bafana Bafana. La rencontre aura surtout été marquée par les expulsions de trois joueurs, dont le capitaine des locaux en toute fin de partie.

Sur le terrain, la sélection mexicaine de football a réussi son entrée en lice face à l'Afrique du Sud dans un stade Azteca comble et en fusion.

Donnés favoris de la rencontre, les Mexicains ont rapidement donné le ton, en ouvrant la marque par l'intermédiaire du remuant Julian Quiñones (9e), poison des Bafana Bafana tout au long de la rencontre. Et la domination de la « Tri » s'est aggravée en deuxième période, après l'expulsion du milieu sud-africain Yaya Sithole (49e), coupable d'une faute sur Brian Gutierrez, à l'entrée de sa surface.

L'issue de la rencontre a ensuite été scellée par la star de la sélection locale, Raul Jiménez (67e), auteur d'une tête ajustée face au malheureux Ronwen Williams, encore délaissé par sa défense. Puis le rythme de la rencontre, déjà haché, a été vivement réduit après les nouvelles expulsions enregistrées par l'Afrique du Sud – Themba Zwane (84e) – et le Mexique – Cesar Montes (90e+2) –, en fin de rencontre.

L'Estadio Azteca de Mexico City a vibré au rythme de la première des trois cérémonies d'ouverture, les deux autres étant programmées avant l'entrée en lice du Canada et des États-Unis, coorganisateurs du tournoi.

L'honneur de lancer les 15 minutes de show artistique est revenu à la chanteuse mexicaine Lila Downs, qui a délivré un appel à l'unité des Amériques et du monde. Après les performances d'autres artistes mexicains et du monde hispanophone, parmi lesquels le chanteur colombien J Balvin, Shakira et Burna Boy ont interprété leur tube conçu spécialement pour le Mondial 'Dai Dai', les lettres de l'acronyme FIFA descendant du toit du stade durant leur performance pour marquer le terme de cette séquence artistique.

Après les stars d'Amérique Latine telles que Belinda, c'est l'un de leurs porte-drapeau sur la scène internationale qui est apparu. Le Colombien J Balvin a débarqué mimant l'arrivée en voiture avant de laisser place à une troupe de danse autour de lui. L'artiste de 41 ans a livré un medley de trois sons, "Que Calor" pour débuter et "I Like It" pour passer le relais à Shakira sur le terrain.

Cela fait quelques semaines que l'attente monte réellement autour de cette Coupe du Monde 2026 et ce, en grande partie, grâce à l'une des incontournables de ces événements, la star de la chanson, Shakira. Elle était évidemment présente lors de cette cérémonie d'ouverture pour interpréter "Dai Dai" en compagnie de Burna Boy. Ensemble, ils ont livré une prestation remplie de sensualité, de danse avec une grande symbolique de partage.

Enfin, après cette cérémonie haute en couleurs, place au match. Avant les hymnes des pays, on a quand même eu droit à l'hymne officiel de la Coupe du Monde produit par David Guetta (absent de l'évènement car il est au Stade de France pour son Monolith Tour). Sur le terrain c'est Andrea Bocelli et la star de la K-Pop Ejae qui ont assuré le show. Une prestation pleine d'espoir qui lance



La Corée du Sud renverse la République tchèque

LA CORÉE du Sud s'est imposée face à la République tchèque 2 à 1, jeudi au stade Akron de Guadalajara, lors du deuxième match du Mondial 2026, qui se déroule jusqu'au 19 juillet aux États-Unis, au Canada et au Mexique.

Les joueurs sud-coréens applaudissent les supporters après leur victoire contre la République tchèque, le 11 juin 2026 à Guadalajara, au Mexique

Les joueurs sud-coréens applaudissent les supporters après leur victoire contre la République tchèque, le 11 juin 2026 à Guadalajara, au Mexique. © Amanda Perobelli, Reuters

Longtemps dominatrice, puis menée contre le cours du jeu, la Corée du Sud s'est accrochée et à réussi à renverser la situation, pour une victoire méritée aux dépens de la République tchèque (2-1), jeudi 11 juin à Guadalajara, lors du deuxième match du Mondial 2026.

Dans un stade Akron, pas tout à fait rempli (44 985 spectateurs selon la Fifa), les Sud-Coréens ont offert un visage séduisant, tout en manquant de réalisme, à l'image de la star Son Heun-gmin, qui s'est procuré plusieurs occasions vaines en première période.

Au retour des vestiaires, les Slovaques ont ouvert le score par leur capitaine Ladislav Krejci (59e) de la tête.

Nullement découragée, leurs adversaires



asiatiques ont su égaliser grâce au sang-froid de Hwang In-beom (67e) dans la surface, puis c'est Oh Hyeon-gyu, entré en jeu un peu plus tôt qui a scellé le succès mérité des siens (80e).

La Corée du Sud rejoint en tête du groupe A le Mexique, vainqueur de l'Afrique du Sud (2-0) plus tôt en ouverture du tournoi. En dehors du succès de la Corée du Sud qui lance parfaitement sa compétition face à la République Tchèque (2-1), la rencontre a été marquée par d'immenses sections de sièges vides, particulièrement visibles dans les tribunes basses et les espaces VIP dont les prix atteignaient respectivement 500 et plus de 5 000 dollars. Face à ces milliers de places inoccupées imputables aux tarifs élevés, aux frais de voyage et aux problèmes de visa, la FIFA a pourtant annoncé une affluence officielle contestable de 44 985 spectateurs pour une capacité de 45 664 sièges. Même son de cloche pour le Daily Mail, qui s'interroge sur ses nombreuses places vides dans la plus prestigieuse des compétitions.

LA POLÉMIQUE DU JOUR



On n'a pas eu besoin d'attendre le début de ce Mondial pour râlouiller contre l'instauration permanente d'une pause fraîcheur durant chaque mi-temps, vu le rendu de cette charmante innovation depuis quelques semaines. Supposée veiller à préserver la santé des joueurs face aux fortes chaleurs estivales sur le continent américain, ces pauses fraîcheur lancées par la Fifa sont avant tout destinées à permettre aux diffuseurs de matraquer de la publicité, vous vous en serez doutés.

On n'imaginait pas pour autant que le potentiel relou de cette affaire serait aussi éclatant dès le match d'ouverture, au point de prendre l'ampleur d'une polémique immédiate. Car Fox Sports compte bien rentabiliser ces water breaks. Après avoir placé pas moins de cinq spots publicitaires en première période (dont trois avec Lionel Messi), pour une pause déjà interminable de deux minutes, le diffuseur américain a fait encore plus fort en deuxième mi-temps.

Bien rafraîchis, les joueurs mexicains et surtout sud-africains (menés de deux buts) souhaitaient alors reprendre le jeu. Sauf que l'arbitre brésilien Wilton Sampaio a fait poireauter les joueurs pendant une quarantaine de secondes. La raison ? Comme l'a noté The Athletic, il a échangé avec un coordinateur sur le bord de la pelouse, qui l'incitait à repousser cette reprise… car Fox Sports n'en avait pas terminé avec sa page de publicité.

Les téléspectateurs américains ont même finalement loupé quelques instants du match, alors que les diffuseurs sont supposés systématiquement revenir aux images du terrain trente secondes avant la reprise du jeu, selon la Fifa. Un épisode risible qui nous a valu un magnifique tweet d'Alexi Lalas, joueur iconique de Team USA lors de la Coupe du monde 1994.

TIPASA

Les plages passées au crible avant la saison estivale

UNE COMMISSION du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, chargée de la préparation de la saison estivale 2026, a effectué une tournée d'inspection des différentes plages de la wilaya de Tipasa afin d'évaluer leur niveau de préparation en vue de l'accueil des estivants. C'est ce qu'a indiqué avant-hier un communiqué des services de la wilaya.

Cette mission s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du ministère, visant un suivi rigoureux des préparatifs de la saison estivale 2026. Accompagnée des membres de la commission sectorielle de wilaya, la délégation a procédé à des visites de terrain sur les 53 plages autorisées à la baignade, tout en tenant des réunions avec les responsables locaux concernés.

À l'issue de cette tournée couvrant l'ensemble du littoral, de Douaouda à l'est jusqu'à Damous à l'ouest, une réunion d'évaluation a été présidée par le wali de Tipasa, Mohamed Amine Benchaoulia, en présence des membres de la commission nationale.

Cette rencontre a permis d'examiner plusieurs aspects liés à la préparation des plages, notamment la propreté, l'aménagement, l'amélioration des accès, l'éclairage public, l'alimentation en eau potable (AEP), ainsi que les dispositifs de sécurité.

Les insuffisances relevées ont été recensées et des mesures correctives ont été arrêtées afin d'y remédier avant le début de la saison estivale.

Le wali a insisté sur la mobilisation de l'ensemble des intervenants pour la mise en œuvre des recommandations de la commission et la finalisation des préparatifs dans les délais impartis, en prévision de l'ouverture officielle de la saison estivale, prévue à la fin du mois de juin.

R. R.

EL-BAYADH

Décès du moudjahid Bediar Abdelmalek

LE MOUDJAHID Bediar Abdelmalek est décédé à l'âge de 88 ans, a annoncé, avant-hier, la direction des Moudjahidine et des Ayants-droit de la wilaya d'El-Bayadh.

Selon la même source, le défunt, né le 23 décembre 1938 dans la commune d'Arbaouat, a mené ses activités militantes dans les rangs de l'Organisation civile du Front de libération nationale (OCFLN) en qualité de membre permanent jusqu'au recouvrement de la souveraineté nationale en 1962.

En cette douloureuse circonstance, la direction des Moudjahidine et des Ayants droit a présenté ses sincères condoléances et sa profonde compassion à la famille du défunt, priant Dieu Tout-Puissant de l'accueillir dans Son vaste paradis et d'inspirer à ses proches patience et réconfort.

R. R.

SÉTIF

Plus de 5 200 jeunes inscrits au programme «Sanaâ»

La wilaya de Sétif enregistre un engouement massif des jeunes pour le programme de formation « Sanaâ », lancé récemment par le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels. Selon la direction du secteur, plus de 5 200 inscriptions ont été enregistrées depuis l'ouverture de la plateforme le 31 mai dernier, confirmant l'intérêt croissant des jeunes pour les formations courtes à caractère pratique.



Ce programme, destiné aux jeunes âgés de 15 à 27 ans, vise à leur offrir des compétences professionnelles directement mobilisables sur le marché du travail, à travers des sessions intensives basées sur l'apprentissage pratique et l'encadrement spécialisé.

Le directeur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya, Ahmed Belkamri, a souligné que cette dynamique traduit une prise de conscience chez les jeunes quant à l'importance de la formation comme levier d'insertion professionnelle et d'ouverture vers l'entrepreneuriat.

Selon lui, le programme « initie les stagiaires aux fondamentaux des métiers à travers des formations courtes, pratiques et encadrées par des professionnels », permettant ainsi une immersion rapide dans les réalités du terrain.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce dispositif, les services du secteur ont mobilisé d'importants moyens matériels et humains afin d'assurer le bon déroulement des formations. Celles-ci seront organisées en deux sessions : la première du 15 juin au 6 juillet, et la seconde du 7 juillet au 31 juillet.

La répartition des stagiaires au niveau des différents centres de formation a été effectuée en tenant compte des spécialités choisies ainsi que de la proximité géographique des inscrits, afin de faciliter l'accès et d'optimiser les conditions d'apprentissage.

Le programme « Sanaâ » met l'accent sur six spécialités techniques considérées comme fortement demandées sur le marché du travail : la peinture, l'électricité bâtiment, le plâtre, la plomberie, la soudure et le froid.

Au-delà de l'apprentissage technique, ce dispositif ambitionne également de promouvoir la culture des métiers manuels et de renforcer l'employabilité des jeunes, dans un contexte marqué par une forte demande en compétences qualifiées dans les métiers de base du bâtiment et de l'artisanat.

Pour les responsables du secteur, cet engouement important constitue un indicateur positif de l'adhésion des jeunes aux formations professionnelles courtes, perçues comme une alternative concrète à l'insertion rapide dans le monde du travail.

Avec plus de 5.200 inscrits dès les premières semaines, le programme « Sanaâ » s'impose déjà comme une initiative structurante dans la politique de formation professionnelle de la wilaya, et pourrait servir de modèle pour d'autres régions du pays.

R. R.

SIDI BEL-ABBÈS

Le quinoa, une filière en plein essor

UNE DÉLÉGATION ministérielle et technique du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a effectué une visite de terrain dans la commune d'Aïn Thrid, relevant de la daïra de Tessala (wilaya de Sidi Bel-Abbès), afin d'inspecter les superficies cultivées en quinoa. Cette opération s'inscrit dans le cadre des préparatifs de la Journée internationale du développement de cette culture, prévue le 7 juillet prochain, a-t-on appris jeudi auprès de la direction des services agricoles.

Cette inspection, qui a ciblé l'exploitation agricole « Feraoun Driss » à Aïn Thrid, traduit, selon les responsables présents, la réussite du parcours technique engagé dans la région.

À ce propos, la directrice de la valorisation et de la promotion de la production agricole au ministère, Halima Khaled, a indiqué que les résultats préliminaires sont jugés très encourageants, confirmant que la wilaya de Sidi Bel-Abbès dispose des atouts nécessaires pour réussir la stratégie nationale visant à introduire des cultures résilientes aux changements climatiques et à étendre leurs superficies afin de diversifier la production agricole.

De son côté, le wali de Sidi Bel-Abbès, Kamel Hadji, a souligné que cette visite a permis une évaluation directe des champs expérimentaux, en coordination avec les différents partenaires et instituts techniques. Il a réaffirmé l'engagement des services de la wilaya à accompagner les agriculteurs à chaque étape, en leur apportant le soutien technique nécessaire, et à travailler en étroite collaboration avec les autorités locales pour assurer la réussite des événements scientifiques et techniques liés à cette filière. À l'issue de la tournée, le wali a reçu au siège de la wilaya les membres de la délégation ministérielle, composée notamment de responsables du secteur agricole et de représentants d'instituts techniques spécialisés. Cette rencontre a permis de faire le point sur le programme de développement de la culture du quinoa, d'examiner ses perspectives en matière de sécurité alimentaire et d'affiner les préparatifs des manifestations prévues à l'occasion de la Journée internationale du quinoa. Il convient de noter que cette visite s'est déroulée en coordination avec la direction des services agricoles, la subdivision agricole de Tessala, la Chambre d'agriculture, l'Union nationale des paysans algériens, ainsi que plusieurs instituts et organismes techniques du secteur agricole.

R. R.

26E FESTIVAL EUROPÉEN DE MUSIQUE EN ALGÉRIE

Quatre jours, huit groupes et mille sonorités

Le coup d'envoi de la 26e édition du Festival européen de musique en Algérie sera donné, aujourd'hui, au Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi (TNA). Prévu du 13 au 16 juin, cette manifestation culturelle est devenue, au fil des éditions, un rendez-vous très prisé des amateurs de musique et d'échanges culturels entre les deux rives de la Méditerranée.



Organisé par la Délégation de l'Union européenne (UE) en Algérie, en partenariat avec les États membres et le ministère de la Culture et des Arts, le Festival européen de musique en Algérie célèbre, depuis plus d'un quart de siècle, la rencontre des cultures des deux rives de la Méditerranée, et ce à travers une programmation riche et éclectique.

S'exprimant lors d'une conférence de presse organisée en prélude à l'ouverture du Festival européen de musique, l'ambassadeur de l'Union européenne en Algérie, Diego Mellado Pascua, a indiqué que cette nouvelle édition réunira huit formations musicales issues de différents pays européens, en plus de l'Algérie. Ces ensembles se produiront, a-t-il précisé, sur la scène du Théâtre national algérien (TNA), offrant un voyage sonore traversant le jazz, le flamenco, les musiques du monde, l'électro et bien d'autres expressions artistiques.

L'intervenant a, en outre, mis en exergue la dimension humaine et pédagogique de l'événement, rappelant que les concerts seront accompagnés de rencontres, de « master class », de « jam sessions » et d'ateliers pédagogiques à l'intention des associations musicales et des étudiants en musique, favorisant ainsi les échanges entre les participants. Plus encore, il a exprimé le souhait que ces moments de partage puissent donner notamment naissance à de nouvelles collaborations artistiques euro-algériennes.

Cette année, le festival réunira des artistes et groupes européens représentant la Croatie, Malte, le Danemark, l'Espagne, l'Italie, la Suède et la Bulgarie. Pendant quatre jours, la scène du TNA vibrera au rythme d'une programmation variée, réunissant les sonorités de la Méditerranée, les influences balkaniques, les rythmes nordiques et les musiques du monde.

Plus précisément, le public pourra naviguer entre plusieurs univers artistiques allant du jazz à la pop, de la rumba catalane à la musique électronique, en passant par les folklores réinventés, les musiques métissées et les expérimentations contemporaines.

La soirée inaugurale donnera le ton de cette édition avec la participation du trio croate Ki Klop. Présenté comme l'un des talents émergents de la scène alternative de Zagreb, le groupe développe un univers disco-pop énergique, mêlant grooves entraînants, guitares hypnotiques, rythmiques percutantes et textures électroniques. Sur scène, Ki Klop est décrit tel une véritable décharge d'énergie, en mesure d'entraîner le public dans « une transe festive ».

Aussi, la même soirée accueillera l'artiste maltaise Kym Pepe, figure de la scène électronique alternative de son pays. Selon les informations fournies par le comité d'organisation, elle développe un univers musical aux accents cinématographiques, où une voix aérienne se conjugue à des constructions électroniques puissantes. Entre introspection et énergie brute, ses prestations se veulent autant des expériences sensorielles que musicales, dessinant des paysages sonores au milieu desquels les émotions semblent flotter comme des nuages au-dessus d'un horizon électronique.

L'IMPROVISATION COMME FIL CONDUCTEUR

Le lendemain, dimanche 14 juin, la scène sera occupée par le groupe danois Andorra et le duo algérien Harf. Andorra s'est distingué sur la scène scandinave grâce à une approche « originale » de l'indie-jazz, a-t-on noté. Sa musique conjugue la sophistication du jazz à des textures cinématographiques et à une énergie contemporaine nourrie d'influences nordiques. Le résultat est présenté comme un voyage sonore dans lequel les paysages imaginaires semblent défiler au rythme des improvisations et des harmonies modernes.

La soirée se poursuivra avec Harf, duo formé en 2022 par Hania et Anyr. Les organisateurs décrivent cette formation algérienne comme un espace d'exploration musicale, poétique et humaine. Porté par des textes écrits en arabe, en français, en espagnol et en anglais, Harf développe un univers sensible explorant les questions d'identité, de mémoire, d'exil, d'amour et de transmission. S'inscrivant dans une démarche située à la croisée de la chanson, de la poésie et de la performance, le duo tend à tisser des passerelles entre les langues et les cultures, comme autant de fils reliant des territoires parfois éloignés mais animés par les mêmes émotions.

Le lundi 15 juin sera placé sous le signe du métissage culturel avec deux formations venues d'Espagne et d'Italie. De l'avis des organisateurs, le groupe espagnol Sabor de Gracia figure parmi les références notables de la rumba catalane. Héritière de multiples influences — jazz, samba, rock, salsa, reggae ou encore cumbia — cette musique festive est profondément ancrée dans la tradition populaire barcelonaise. Fort d'un parcours jalonné de collaborations avec des artistes renommés, le groupe promet d'apporter au public algérien l'énergie chaleureuse des rues de Barcelone et l'esprit convivial propre à la rumba catalane.

La même soirée verra d'ailleurs monter sur scène le JEMM Music Project, une formation italienne qui, à en croire les organisateurs, est un véritable laboratoire de dialogue interculturel. Le groupe associe des instruments issus de différentes traditions musicales du monde, particulièrement le balafon africain, le steel drum caribéen ou encore le taishokoto asiatique. Cette fusion des sonorités vise à donner naissance à une musique ouverte, inclusive et universelle. Ancré dans le Tyrol du Sud tout en regardant vers les horizons du monde, le projet défend l'idée d'un « village global musical » où les cultures se répondent sans frontières.

UNE CLÔTURE ENTRE ORIENT, SCANDINAVIE ET BALKANS

La dernière soirée, prévue le mardi 16 juin, fera voyager le public entre plusieurs espaces culturels. Selon le comité d'organisation, le groupe suédois Tarabband incarne parfaitement l'idée de rencontre entre les peuples. Fondé à Malmö par la chanteuse d'origine irakienne Nadin Al Khalidi et le musicien suédois Gabriel Hermansson, Tarabband est un nom construit à partir d'un jeu de mots entre le terme arabe « tarab » et le mot anglais « band ». Les compositions du groupe marient influences orientales, européennes et méditerranéennes, tout en explorant les thèmes de l'identité, de l'exil, de la paix et du vivre-ensemble. À l'image d'un navire musical sillonnant les eaux de la Méditerranée, Tarabband transporte dans ses chansons des récits personnels qui résonnent avec les préoccupations de nombreuses jeunesses contemporaines.

Cerise sur le gâteau, le festival s'achèvera avec le Trio Wladigeroff, formation bulgare héritière d'une riche tradition musicale familiale. Le trio propose un univers où se croisent musique classique, jazz, folklore bulgare et musiques du monde. Par le biais de cette approche ouverte, les musiciens construisent un langage artistique, tendant à transcender les frontières stylistiques, et faisant dialoguer héritage et modernité. Leurs créations sont décrites comme des ponts suspendus entre passé et présent, entre enracinement et innovation.

Il convient de souligner que les concerts débuteront chaque soir à 19h. Les billets seront disponibles quotidiennement au TNA de 10h à 18h ainsi que via la billetterie en ligne du théâtre, au prix symbolique de 500 DA par soirée.

En cette circonstance, Diego Mellado Pascua a vivement salué le partenariat institutionnel établi avec le Théâtre national algérien (TNA), ainsi qu'avec le ministère de la Culture et des Arts, sans oublier l'ensemble des institutions algériennes impliquées, notamment la wilaya d'Alger.

Le Festival européen de musique confirme ainsi sa vocation de trait d'union culturel entre l'Algérie et l'Europe. En somme, la scène du TNA deviendra, quatre jours durant, une boussole musicale orientée vers tous les horizons, où les notes remplaceront les discours et où les mélodies parleront une langue universelle comprise bien au-delà des frontières.

Khalil Aouir





www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger

Tél. :
(020) 06.44.02
(070 25.19.19
Fax : (020) 06.38.26

Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA
*****

Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)
*****

IMPRESSION
SIMPRAL
******

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
jeuneindependant@yahoo.fr
CONTACTEZ AUSSI
ANEP
« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité » Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : (020) 05.20.91
(020) 05.10.42
Fax: (020) 05.11.48
(020) 05.13.45
(020) 05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz
******

BUREAUX RÉGIONAUX
- Annaba
3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
Mob. :
(0662) 18.41.81
Fax :
(038) 80.20.36

- Tizi Ouzou
6, rue Capitaine Si Abdallah
15 000
Tizi Ouzou
Tél. :
(026) 22.95.62
Fax : (026) 22.95.62

- Constantine
Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
Constantine
Tél-Fax :
(031) 66.32.64

- Bejaïa
Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
Bureau N° 10
N° Tél :
034-12-66-21
Email : ljibejaia@yahoo.fr

- TipasaB.P. 66-A
42 000 Tipasa
Tél. :
(024) 43.60.26

© 1990-2026
Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.

The Shift Project : la neutralité carbone en 2050 en 20 chantiers ?

Créé en 2010 et présidé par l'ingénieur et consultant Jean-Marc Jancovici, The Shift Project est un groupe de réflexion qui s'attache à placer les enjeux de décarbonation au cœur du débat public. Ce mardi 14 avril, il dévoile son nouveau plan pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, articulé autour de 20 chantiers.



The Shift Project a publié mardi son "plan robuste pour l'économie française", qui développe 20 "chantiers" grâce auxquels la France peut atteindre une neutralité carbone en 2050, selon le centre de réflexion.

Pour une décarbonation efficace, tous les secteurs sont visés

"Il y a 20 chantiers incontournables si on veut réussir la décarbonation de la France et il y a un certain nombre de conditions à aligner pour la réussir", a affirmé Clément Caudron, chef de projet "Stratégie de transition robuste" lors d'une conférence de presse.

The Shift Project a identifié ces axes de progression dans 6 secteurs : les transports (déployer massivement le vélo, étendre les transports en commun, relancer le fret ferroviaire…), le logement (rénover les logements et déployer les pompes à chaleur), le numérique (maîtriser le déploiement de centres de données), l'industrie (produire de l'acier bas carbone en France, capter, stocker et valoriser le CO_2…), l'énergie (prolonger et relancer le nucléaire, déployer l'éolien et le photovoltaïque…) et l'agriculture (préserver les puits de carbone, transformer les systèmes d'élevage…).

Se préparer à tous les scénarios grâce au Shift Project

Pour chaque chantier, plusieurs scénarios ont été élaborés : réussite haute, intermédiaire ou basse. Par exemple, pour le nucléaire, la version ambitieuse est d'avoir 14 nouveaux EPR2 d'ici 2050, celle intermédiaire est d'en construire 6 et la version basse est d'en avoir zéro.

Si tous les axes de progression atteignent les objectifs ambitieux, la neutralité carbone devient une réalité en France à l'horizon 2050.

"On a très peu de marges, on ne peut pas se permettre de faire l'impasse sur tel ou tel chantier (… On a pris trop de retard sur la décarbonation, il faut tout accélérer en même temps", selon Nicolas Raillard, responsable de la coordination des projets, qui entend influencer les débats pendant la campagne présidentielle.

Le succès des différents chantiers de décarbonation "dépend de conditions clés" selon The Shift Project, "dont la réalisation reste incertaine et la maîtrise totale ne peut être garantie" : construction des infrastructures, innovation technologique, rythmes industriels, recrutement et formation, évolution des usages et conditions agronomiques et sylvicoles.

Le rapport sera suivi d'autres plus sectoriels sur la santé, l'emploi, le fret et l'industrie et par la publication d'un livre en octobre.

Le mystère du "plomb manquant" dans la croûte terrestre aurait (enfin) été résolu par la science

POUR retracer l'histoire de la planète, les chercheurs s'appuient sur les différentes formes du plomb. Mais ce métal présente une répartition inattendue dans la Terre. Un mystère qui pourrait aujourd'hui livrer ses secrets.

Un mystère en phase d'être résolu ? Pour comprendre l'histoire géologique de la Terre, essentielle pour retracer la formation de la planète et l'évolution de ses couches internes, les scientifiques se basent notamment sur les différentes formes de plomb.

Pourtant, une énigme persiste depuis des décennies : "la Terre est dépourvue d'une quantité considérable de plomb qui devrait se trouver dans sa croûte terrestre, et personne ne sait où il est passé", constate une équipe de chercheurs de l'Université technologique de Nanyang, en Chine. Dans leurs travaux, publiés dans la revue Nature Communications, les chercheurs ont étudié le comportement du plomb lorsqu'il est soumis à des pressions extrêmes, comparables à celles de l'intérieur de la Terre. Ils ont alors constaté que, dans ces conditions, le plomb adopte des propriétés qui pourraient expliquer sa disparition apparente de la croûte terrestre. Selon eux, "le plomb pourrait être piégé profondément dans le manteau ou même avoir migré vers le noyau terrestre", ce qui le rendrait inaccessible aux observations directes.

Quelles sont les différentes formes du plomb ?

Pour comprendre ces travaux, rappelons que le plomb présente différentes formes, appelées isotopes, utilisées pour décrypter l'histoire géologique de la planète. Comme le rappellent les chercheurs, "ils permettent de dater les roches et de retracer les mouvements de matière entre la croûte, le manteau et le noyau terrestre".



Le plomb existe sous quatre formes principales :

les isotopes 206, 207, 208. Ils sont dits "radiogéniques", car ils proviennent de la désintégration radioactive de l'uranium ou du thorium. "Cette désintégration implique la fragmentation des atomes de ces éléments et l'émission progressive de radiations qui les transforment en atomes de plomb", précisent-ils.

l'isotope 204 qui constitue une forme dite "originelle" du plomb. Contrairement aux autres isotopes, il existe depuis la formation de la Terre et ne provient pas de la désintégration radioactive. C'est précisément cet isotope qui intrigue particulièrement les scientifiques.

Qu'est-ce que la désintégration radioactive ?

La désintégration radioactive se produit à un rythme constant et peut ainsi servir "d'horloge géologique".

Elle permet aux scientifiques de déterminer l'âge des roches en comparant la proportion de plomb issu de la désintégration radioactive à celle du plomb présent à l'origine.

Une roche récente contient surtout du plomb originel, tandis qu'une roche ancienne contient davantage de plomb radiogénique formé par désintégration radioactive.

Pourquoi le plomb "originel" est rarement présent ?

Les chercheurs ont reproduit en laboratoire les conditions extrêmes du centre de la Terre. Ils ont soumis des échantillons à des pressions et des températures très élevées. Cela a permis d'observer le comportement du plomb.

Les chercheurs ont constaté que "sous des pressions extrêmes, le plomb adopte des structures et des propriétés différentes de celles observées en surface". Selon les auteurs, cela pourrait profondément modifier sa répartition dans la planète.

Avec un Ryzen AI Max+ 395 et 128 Go de RAM, l'EVO-X2 de GMKtec se pose en mini-PC taillé pour l'IA

GMKtec met les bouchées doubles autour de l'intelligence artificielle et des solutions à base de Ryzen AI Max+ 395 avec une machine surpuissante et très lourdement équipée. Attention au prix !



Dans la foulée de la conférence de presse autour de ses processeurs Ryzen AI Max+ 395 et des machines qui les ont adoptés, c'est l'un des partenaires d'AMD qui annonce la sortie d'un monstre pensé avant tout pour l'IA.

EVO-X2 et Ryzen AI Max+ 395

De son nom complet, Shenzhen GMK Technology Company, GMKtec est une entreprise chinoise spécialisée dans les mini-PC et qui dispose aujourd'hui d'un vaste catalogue.

Un catalogue riche de solutions particulièrement variées allant de machines aux dimensions minuscules comme le NucBox G5 que nous testions il y a quelques semaines à du plus imposant et, surtout, beaucoup plus musclé comme l'EVO-X2 que GMKtec a introduit en mai dernier. Basé sur le Ryzen AI Max+ 395, ce mini-PC est clairement une bête de course dans un écrin à faible encombrement.

Le premier modèle d'EVO-X2 disponible profite bien sûr des 16 cœurs Zen 5 et des 40 unités de calcul RDNA 3.5 du processeur AMD, mais s'enorgueillit aussi d'une belle quantité de mémoire vive (64 Go) et de deux emplacements M.2 pour des SSD NVMe. Sur cette version, un SSD 1 To est livré et GMKtec insiste enfin sur la présence de ports USB4 pour plus de polyvalence. Hélas, depuis cette annonce réalisée un peu avant l'été, GMKtec n'a pas été en mesure de soutenir un approvisionnement important. La faute en revient sans doute à AMD qui n'est pas capable de produire suffisamment de ses Ryzen AI Max+ 395, limitant les options de ses partenaires.

JUSQU'À TROIS EVO-X2 128GB POUR AFFRONTER LES LLM

La conférence tenue il y a quelques jours par AMD semble justement avoir été pensée pour remettre les pendules à l'heure : la marque américaine soutient ses partenaires et les puces vont être plus largement disponibles, voilà sans doute le message que voulait faire passer AMD.

Reçu cinq sur cinq par GMKtec donc qui en plus de ce premier modèle d'EVO-X2 annonce la disponibilité d'une variante clairement tournée vers « le concept de centre de supercalcul IA de bureau » que la firme de Shenzhen met en avant depuis plusieurs années maintenant. Simplement baptisée EVO-X2 128GB, la nouvelle machine est présentée comme « le premier mini-PC au monde capable de calculs IA multi-nœuds pour les modèles à grande échelle ». Pour y parvenir, GMKtec met évidemment en avant le Ryzen AI Max+ 395 d'AMD ainsi que son EVO-X2 128GB doté de – difficile de tromper – 128 Go de mémoire vive. Mais ce n'est pas tout, GMKtec souligne la simplicité de mise en œuvre de combinaisons machines principale/secondaire via l'interface USB4. Les deux machines doivent être dotées de 128 Go lesquels sont configurés différemment selon que le PC est la machine principale ou secondaire.

Au travers d'un article publié sur son blog, GMKtec publie une solution pas-à-pas afin de parvenir à une configuration à deux hôtes (solution de base) voire à trois hôtes (solution avancée) pour les utilisateurs les plus exigeants. Deux solutions qui sont présentées comme économique de clustering multi-nœuds pour les LLM, (Large Language Model) toujours plus populaire.

Cursor : cette faille de sécurité "critique" pourrait exposer votre code à des malwares - comment la corriger ?

UNE FONCTION désactivée par défaut peut rendre les utilisateurs et leurs organisations vulnérables aux commandes exécutées automatiquement. Un nouveau rapport met à jour ce qu'il décrit comme "une faille de sécurité critique" dans Cursor, la très populaire plateforme d'édition de code alimentée par IA. Le rapport, publié mercredi dernier par l'éditeur de logiciels Oasis Security, révèle que les référentiels de code de Cursor qui contiennent la configuration .vscode/tasks.json peuvent être chargés d'exécuter automatiquement certaines fonctions dès que les référentiels sont ouverts. Les pirates pourraient exploiter cette fonction d'exécution automatique par le biais de logiciels malveillants intégrés dans le code.

Bugs en cascade

"Cela peut entraîner la fuite d'informations d'identification sensibles, la modification de fichiers ou servir de vecteur pour une compromission plus large du système, ce qui expose les utilisateurs de Cursor à un risque important d'attaques de la chaîne d'approvisionnement", écrit Oasis. Bien que Cursor et d'autres outils de codage alimentés par l'IA, tels que Claude Code et Windsurf, soient devenus populaires parmi les développeurs de logiciels, la technologie est encore truffée de bogues. Replit, un autre assistant de codage à base d'IA qui a présenté son nouvel agent en début de semaine, a récemment supprimé la totalité de la base de données d'un utilisateur.

La faille de sécurité

Selon le rapport d'Oasis, le problème est dû au fait que la fonction "Workplace Trust" de Cursor est désactivée par défaut.En principe, cette fonctionnalité est destinée à servir d'étape de vérification pour les utilisateurs de Cursor, afin qu'ils n'exécutent que du code qu'ils connaissent et en lequel ils ont confiance. Sans elle, la plateforme exécutera automatiquement le code qui se trouve dans un référentiel. Ce qui permettra à des acteurs malveillants de glisser subrepticement des logiciels malveillants qui pourraient alors mettre en péril le système d'un utilisateur. Et, à partir de là, se répandre dans le réseau.

La question Workspace Trust

L'exécution d'un code sans la fonction Workplace Trust pourrait ouvrir "une voie directe vers un accès non autorisé avec un rayon d'action à l'échelle de l'organisation", a déclaré Oasis.

Dans une déclaration à Oasis qui a été publiée dans le rapport, Cursor a déclaré que sa plateforme fonctionne avec Workplace Trust désactivé par défaut, car il interfère avec certaines des fonctions automatisées dont les utilisateurs dépendent régulièrement.

"Nous recommandons d'activer Workspace Trust ou d'utiliser un éditeur de texte de base lorsque vous travaillez avec des référentiels soupçonnés d'être malveillants", a déclaré l'entreprise.

Cursor a également indiqué à Oasis qu'elle publierait bientôt des directives de sécurité concernant la fonction Workspace Trust.

Comment rester protégé

La solution consiste donc à activer la fonction Workplace Trust dans Cursor. Pour ce faire, ajoutez l'invite de sécurité suivante aux paramètres, puis redémarrez le programme
:{"security.workspace.trust.enabled":
true,
"security.workspace.trust.Startup-
Prompt": "always"

Les iPhone restent une cible privilégiée des logiciels espions



L'ANSSI signale quatre vagues récentes de notifications. La preuve que l'industrie du logiciel espion est toujours vivace.

Quatre ans après le scandale de l'espionnage de personnalités françaises via le malware Pegasus, sans surprise, des attaques se poursuivent. Pour la quatrième fois de l'année, selon le décompte de l'Anssi, l'entreprise Apple a en effet averti des utilisateurs ciblés par des attaques menées avec un logiciel espion.Ces notifications, via un iMessage ou un courriel d'alerte, ne sont pas publiques. Mais elles ont visiblement été signalées à l'Anssi. L'agence a eu ainsi connaissance de quatre campagnes de notifications. Elles ont été menées au début du mois de mars, à la fin avril, fin juin, et donc début septembre.L'Anssi recommande, en cas de réception d'une telle notification, de « contacter rapidement le Cert-FR », son centre de veille et d'alerte, à des fins d'investigation.

Des attaques « particulièrement sophistiquées »

Ces attaques informatiques, menées avec des logiciels comme « Pegasus, Predator, Graphite ou Triangulation sont particulièrement sophistiquées et difficiles à détecter », remarque le Cert-FR. Mais elles intéressent évidemment les autorités.

Australie: un rapport alerte sur le coût du réchauffement climatique pour les jeunes générations



Un nouveau rapport sur l'état de la crise climatique tire la sonnette d'alarme en Australie. Selon les projections de Deloitte, la jeune génération pourrait à l'avenir payer au prix fort les conséquences du réchauffement climatique.

Des projections peu rassurantes. Selon un nouveau rapport économique de Deloitte, la jeune génération australienne sera contrainte de mettre la main au portefeuille si aucune mesure n'est mise en place pour contrôler le réchauffement climatique. Le cabinet a estimé que les conséquences du changement climatique coûteraient en moyenne 130 000 dollars asutraliens à un millennial sur le reste de sa vie, rapporte The Guardian. Mais la facture est encore plus salée pour les jeunes qui vont arriver sur le marché de l'emploi : jusqu'à 165 000 dollars pour une personne issue de la génération Z et 185 000 dollars pour un membre de la génération Alpha, dont les plus âgés ont actuellement 16 ans.

Les projections évaluent les conditions les plus pessimistes pour les jeunes générations d'ici 2070. Ce surcoût prend en compte "les dommages causés à la productivité des travailleurs, aux infrastructures et aux biens, ainsi que l'augmentation des risques sanitaires et des coûts des soins de santé". Les économistes ont aussi évalué l'intensification des catastrophes naturelles qui pourraient nuire au tourisme et à l'agriculture.

Changement climatique : l'inégalité intergénérationnelle en question

Avec ce rapport, les économistes souhaitent sensibiliser à la lutte contre le changement climatique en mettant l'accent sur le fait qu'il ne s'agit pas seulement d'une menace environnementale, mais aussi d'une question d'inégalité intergénérationnelle. "Pour cette génération, le changement climatique n'est pas une menace lointaine, mais une réalité concrète aux conséquences graves.

Ces effets cumulatifs ralentissent la croissance, font grimper les coûts et compromettent le bien-être futur, en particulier pour les jeunes générations", détaille Rhiannon Yetsenga, directrice associée chez Deloitte Access Economic.

Dans le cas d'une inaction dans la lutte climatique, les conséquences néfastes pour la prospérité de la génération Alpha seront près de dix fois supérieures à celles subies par les baby-boomers, et plus du double des coûts supportés par la génération X australienne.

Vers un modèle de croissance plus durable

Le seul espoir d'un futur meilleur se situe dans une action immédiate et concrète de la part des décideurs.

Atteindre la neutralité carbone d'ici le milieu du siècle pourrait ainsi permettre aux millennials, à la génération Z et à la génération Alpha d'éviter environ 50 000, 70 000 et 80 000 dollars australiens de coûts au cours de leur vie.

Les experts préconisent ainsi d'adopter une croissance plus durable en réduisant les émissions et en investissant dans de nouvelles industries plus vertes. Selon Rhiannon Yetsenga, l'Australie a les ressources naturelles nécessaires pour adopter ce changement de direction. "Je ne voudrais surtout pas donner l'impression que nous devons faire des compromis, car, bien menée, cette situation pourrait être une véritable opportunité", analyse-t-elle avec optimisme.

"Un outil efficace pour atténuer la pollution": à Barcelone, cette ZFE réduit de plus de 15 % la présence de dioxyde d'azote

LES ZONES à faible émission (ZFE), efficaces pour réduire la pollution atmosphérique ? C'est le constat d'une étude barcelonaise qui estime que ce dispositif permet de réduire la présence de dioxyde d'azote (NO_2), un gaz nocif pour la santé respiratoire à court et à long terme.

Un risque majeur pour la santé. En Europe, on estime que les concentrations de polluants atmosphériques dépassant les seuils recommandés par l'OMS provoquent plus de 300 000 décès prématurés chaque année. L'une des causes principales est le trafic routier. C'est dans ce sens que des stratégies sont mises en place pour réduire la circulation automobile. L'une d'entre elles est l'installation des zones à faibles émissions (ZFE).

Il s'agit de "territoires dans lesquels la circulation de certains véhicules peut être restreinte afin de réduire la pollution de l'air", détaille le site officiel d'information administrative. Pour y circuler, les véhicules doivent disposer d'une vignette Crit'Air. En Europe, on en recense au total 363. "Malgré leur utilisation répandue, leur efficacité reste encore peu démontrée, notamment en ce qui concerne la réduction des particules fines", reconnaissent les chercheurs. Les ZFE font toutefois parler d'elles, notamment en France, où certains réclament la suppression.

À Barcelone, la mesure en place depuis le 1er janvier 2020 semble pourtant porter ses fruits pour améliorer la qualité de l'air. Des chercheurs de l'Institut de Barcelone pour la santé mondiale (ISGlobal), ont constaté que sa mise en place "a permis de réduire significativement les concentrations de dioxyde d'azote (NO_2) entre 2020 et 2022". Dans leurs travaux, publiés dans la revue Atmospheric Environment: X, les chercheurs constatent que ses effets sur les particules fines (PM10 et PM2,5), restent plus limités. Aussi, les chercheurs appellent à d'autres mesures complémentaires.

Zones à faible émission : comment fonctionne la ZFE barcelonaise ?

Comme le rappellent les chercheurs, Barcelone est une ville pionnière en Catalogne dans la mise en place des ZFE avec l'installation d'une zone de 95 km² en 2020. En semaine, de 7 h à 20 h, la circulation est interdite aux voitures diesel immatriculées avant 2006 et aux modèles essence d'avant 2000. Cette mesure inclut également les motos anciennes. Cela permet d'exclure du trafic quotidien les moteurs les plus polluants et permet de favoriser un parc automobile plus moderne.

De quoi est composée la pollution atmosphérique et quelles en sont les conséquences ?

La pollution atmosphérique est notamment liée à la présence de dioxyde d'azote (NO_2), un gaz, nocif pour la santé respiratoire à court et à long terme, principalement émis par les véhicules essence et diesel. On peut aussi énumérer les particules fines, composées de particules en suspension PM10 (des particules dont le diamètre est inférieur à 10 micromètres) et les particules en suspension PM2.5 (inférieures à 2.5 micromètres). En France, ce type de pollution est à l'origine de pathologies entraînant plus de 40 000 décès chaque année.

La pollution atmosphérique a des conséquences sur l'environnement. Selon l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), la pollution de l'air peut provoquer des baisses de production de certaines cultures jusqu'à 20 %. Elle peut aussi dégrader le métabolisme des plantes et entraîner une réduction de leur croissance. Enfin, elle dégrade les matériaux et les bâtiments. Les atteintes au patrimoine bâti sont parfois irréversibles.

HORAIRES DES PRIÈRES

	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	03:05	12:29	16:21	19:50	21:38
CONSTANTINE	03:13	12:34	16:24	19:53	21:39
ALGER	03:29	12:48	16:38	20:06	21:52
OUARGLA	03:42	12:39	16:19	19:46	21:23
CHLEF	03:36	12:55	16:45	20:13	21:59
MOSTAGANEM	03:42	13:00	16:49	20:17	22:03
ORAN	03:46	13:03	16:52	20:20	22:05

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 8514 – SAMEDI 13 JUIN 2026

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	25°	19°
Oran	25°	18°
Constantine	31°	13°
Ouargla	38°	26°

COUPE DU MONDE 2026

Le grand sabotage américain avec la complicité de la FIFA

«Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs, nous assistons peut-être à la pire Coupe du monde de l'histoire du football. Et les principaux responsables portent un nom : Gianni Infantino et Donald Trump.»



Ce cri d'alarme, partagé par de nombreux observateurs, journalistes et amoureux du ballon rond, n'a plus rien d'une exagération. Ce qui se passe actuellement sur le sol américain autour de la Coupe du monde 2026 est tout simplement lunaire. Le monde assiste en direct au sabotage d'une compétition historique, orchestré par la paranoïa sécuritaire d'une administration américaine ultranationaliste et rendu possible par la soumission révoltante de l'instance suprême du football.

Pour obtenir l'organisation d'une Coupe du monde, chaque pays hôte doit garantir un accès libre, sans discrimination et fluide à tous les acteurs accrédités : joueurs, staffs techniques, arbitres, officiels et journalistes.

Pourtant, à l'approche du tournoi, les États-Unis imposent des restrictions d'accès unilatérales et arbitraires, remettant en cause le principe même d'équité sportive. Comme l'a résumé le journaliste indépendant Romain Molina : «Sans un président de la FIFA qui agit comme un lobbyiste pour les chefs d'État, la FIFA devrait retirer la Coupe du Monde des États-Unis.»

Élu meilleur arbitre de la CAF en 2025, l'arbitre somalien Abdulkadar Omar Artan devait devenir le premier arbitre somalien à officier lors d'une Coupe du monde. A son arrivée à Miami, il a été soumis à un interrogatoire de onze heures avant d'être expulsé du territoire américain.

La sélection iranienne fait également face à des mesures punitives. Si les joueurs ont obtenu leurs visas, une partie importante du staff technique, médical et vidéo s'est vu refuser l'entrée. L'équipe est même contrainte de loger au Mexique et de quitter le territoire américain après chacun de ses matchs.

De nombreux journalistes iraniens, africains et caribéens détenteurs d'accréditations FIFA se sont vu refuser leur visa. Selon le journal britannique The Times, des centaines de supporters écossais ont également vu leur autorisation de voyage électronique révoquée à quelques jours du tournoi. Des familles ayant investi des milliers de livres dans leur déplacement se retrouvent ainsi pénalisées sans véritable recours.

«Est-ce ainsi que se comportent les pays hôtes ? C'est la Coupe du monde du chaos», a dénoncé l'ancien international anglais Ian Wright. Face à ces polémiques, la FIFA affirme ne pas être impliquée dans les procédures d'immigration des pays hôtes. Une position qui alimente les critiques contre Gianni Infantino, accusé de laisser un gouvernement sélectionner les participants à une compétition mondiale selon des critères étrangers au sport. Entre expulsions, refus de visas, tensions diplomatiques et militarisation des frontières, l'atmosphère est devenue irrespirable. Le football est censé unir les peuples ; aujourd'hui, par la faute de Washington et la soumission de la FIFA, il est devenu un outil d'exclusion géopolitique. A ce stade, demander la délocalisation des matchs prévus aux États-Unis vers le Mexique ou le Canada n'apparaît plus comme une simple hypothèse, mais comme un impératif moral pour préserver ce qu'il reste de l'honneur du football.

S. Ould Brahim

OXFORD

Lancement de la Chaire Émir Abdelkader

SUR INSTRUCTION du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, une importante délégation officielle conduite par le ministre d'État, recteur de Djamaâ El-Djazaïr, Cheikh Mohamed Maâmoun Al Kacimi Al Hoceini, et le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, effectue depuis hier une visite au Royaume-Uni.

Cette mission de haut niveau sera marquée par le lancement officiel de la «Chaire Emir Abdelkader» au Centre d'études islamiques d'Oxford, l'une des institutions académiques les plus prestigieuses au monde. L'événement s'accompagnera également de l'inauguration de la «Salle de l'Algérie», symbole de la présence culturelle et scientifique du pays au sein de cet espace universitaire international.

Selon le rectorat de Djamaâ El-Djazaïr, la création de cette chaire constitue une étape majeure dans la valorisation de l'héritage de l'Émir Abdelkader, figure historique et universelle, reconnue pour ses contributions intellectuelles, humanitaires et spirituelles. Elle vise également à promouvoir ses valeurs de dialogue, de tolérance et de coexistence entre les civilisations. En outre, cette initiative s'inscrit dans une dynamique de renforcement de la coopération académique et scientifique entre l'Algérie et le Royaume-Uni. Elle ambitionne de développer les partenariats entre universités et centres de recherche des deux pays, notamment dans les domaines de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Un programme scientifique réunissant chercheurs et professeurs algériens et britanniques est également prévu. Les échanges porteront sur l'héritage de l'Émir Abdelkader ainsi que sur les perspectives de coopération bilatérale dans les domaines académiques, au service des relations d'amitié entre Alger et Londres.

A. D.

ATELIER MONDIAL SUR L'IA

Des enseignants d'anglais appelés à représenter l'Algérie à Séoul

LE MINISTÈRE de l'Éducation nationale a annoncé l'ouverture des candidatures pour la participation à la 11e édition de l'Atelier mondial de renforcement des capacités en matière d'éducation à la citoyenneté mondiale (GCED), qui se tiendra à Séoul, en République de Corée, du 21 au 28 août.

Cette initiative, organisée par le Centre Asie-Pacifique pour l'éducation à la compréhension internationale (APCEIU) sous l'égide de l'UNESCO, vise à renforcer les compétences des enseignants dans le domaine de la citoyenneté mondiale.

L'édition 2026 sera placée sous le thème : «Renforcer les capacités collectives des enseignants pour promouvoir un apprentissage humain à l'ère de l'intelligence artificielle».

Selon l'avis publié par le ministère, cet appel à candidatures s'adresse aux inspecteurs et enseignants de langue anglaise de tous les cycles d'enseignement ainsi qu'aux titulaires de diplômes de formation en anglais.

Les candidats doivent justifier d'une expérience professionnelle d'au moins trois années et disposer d'une période d'activité supérieure à cinq ans avant leur départ à la retraite.

Le ministère précise que la participation à cet atelier international est conditionnée par le suivi d'une formation préparatoire en ligne. Les candidats devront impérativement obtenir un certificat de réussite à ce module introductif avant de pouvoir finaliser leur dossier de candidature.

Accessible via la plateforme officielle du programme, cette formation d'une durée d'environ 90 minutes comprend des vidéos pédagogiques et des supports de lecture portant sur les principes fondamentaux de l'éducation à la citoyenneté mondiale.

La date limite pour achever cette formation et télécharger le certificat correspondant a été fixée au 17 juin 2026.

Une fois le certificat obtenu, les postulants devront transmettre leur dossier à la Direction générale de l'enseignement du ministère de l'Éducation nationale afin d'obtenir une lettre de recommandation de la Commission nationale de l'éducation, de la science et de la culture.

Le dossier devra comprendre le certificat de la formation préparatoire, un projet de plan d'action élaboré selon le modèle officiel, un curriculum vitae rédigé en anglais et limité à deux pages, ainsi qu'un engagement écrit à mettre en œuvre des activités liées à la citoyenneté mondiale dans leur établissement dans les trois mois suivant la fin de l'atelier. Les dossiers doivent être envoyés par courrier électronique avant le 18 juin. Les candidats dont les dossiers seront retenus devront ensuite compléter un formulaire électronique mis à disposition dans le cadre de l'appel à candidatures international et y télécharger l'ensemble des documents exigés.

Lynda Louifi